

le métro

mensuel
d'information
lille

N°10

Au chevet du malade "transports en commun", beaucoup plus de médecins que de remèdes...

DES couloirs de circulation réservés aux transports en commun ? L'exemple est venu de Paris. De la capitale « intra-muros » au départ puis, au fur et à mesure des besoins nouveaux, de plus en plus loin du cœur. L'autoroute A1 présente ainsi, depuis plusieurs mois, un couloir réservé à la circulation des autobus et taxis entre la Porte de la Villette et l'aérodrome de Roissy-en-France.

Marseille a suivi en réservant une artère centrale, la rue Saint-Ferréol, entre la place de la République et la Canebière, à la seule circulation des transports en commun. Toulouse privilégie de la même manière ses transports publics. Lille est venue aux « couloirs » avec les rues Faidherbe et d'Isly. Strasbourg, Lyon, Bordeaux ont des plans identiques à l'étude...

Mais l'usage démontre vite, et c'est le cas à Paris notamment, que la bande de peinture matérialisant les couloirs de circulation est

un article
de Claude BOGAERT

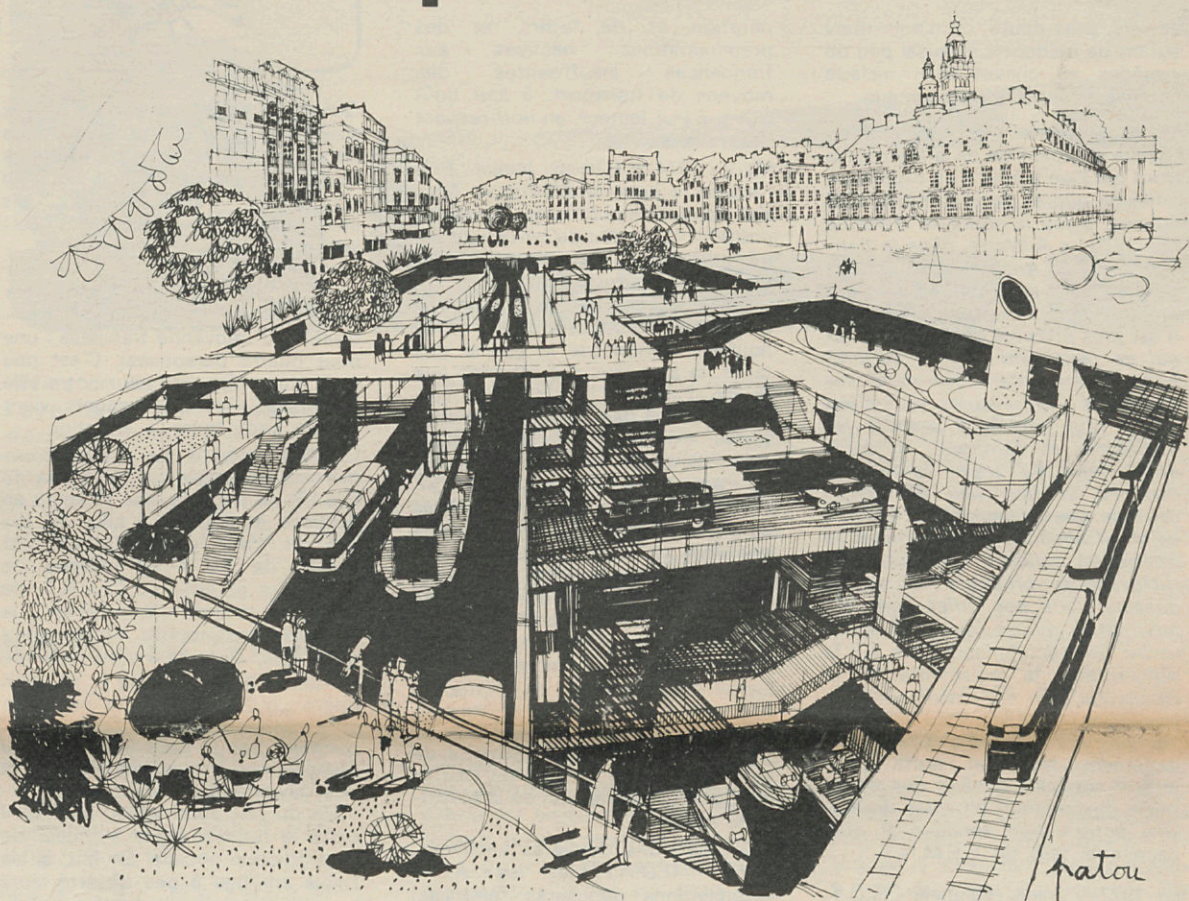
impuissante à les préserver de l'invasion par les autres usagers de la voirie. Passe encore de rouler mais certains vont jusqu'à stationner sur les « couloirs » !

C'est pourquoi des techniciens des transports ont envisagé de les border de murettes latérales qui en interdiraient l'accès aux utilisateurs autres que les transports en commun. Cela revient à reconstituer un « site propre », comme disent les urbanistes. Exemple : le terre-plein des Mongy le long du « Grand Boulevard » de Lille à Roubaix et Tourcoing.

A partir de cette bande de roulement exclusivement réservée aux transports publics, pourquoi se priver d'un système d'automatisme apte à réduire les frais d'exploitation ? On commencerait donc par pourvoir ce couloir de circulation de rails. Et puis, pour lutter contre la pollution atmosphérique, on doterait le transport de la traction électrique...

En réalisant supplémentairement une appréciable économie du coûteux « or noir » puisqu'une centrale thermique peut indifféremment fonctionner au charbon et au fuel.

(suite page 2)



Enfin à visage découvert :

Une enquête
d'Elsa LEKID

PAS d'enseigne, une plaque ordinaire, dans une des rues les plus vivantes de Lille, le Centre d'orthogénie siège de l'Association départementale du Planning familial du Nord, pour être sorti de sa semi-clandestinité ne pavoise pas encore. Il reste discret.

Et pourtant, agréé comme Centre de planification depuis septembre 1974, il n'est plus le « **Pauvre honteux** » suspecté parfois d'exercer une activité suspecte qui ne pouvait se défendre. Il est devenu, sinon officiel, du moins reconnu d'un intérêt public suffisamment évident

LE CENTRE D'ORTHOGÉNIE

pour être maintenant subventionné par le conseil général du Nord, la mairie de Lille et plusieurs mairies de la communauté où il y a une vingtaine de permanences.

C'est à l'une des quinze « **conseillères animatrices** », chevilles ouvrières du mouvement, qui, au côté d'une quinzaine de médecins et infirmiers, y sont (au service gratuit) d'environ deux cents personnes consultantes par mois, que nous avons demandé d'éclaircir, pour vous, l'image demeurée encore assez floue dans l'esprit du grand public dans ce Centre d'orthogénie.

1 400 adhérentes en un an...

un espoir pour des millions d'hommes et de femme.

(voir page 3)

● Les transports en commun

(suite de la page 1)

Ainsi s'exprimait, dernièrement, sur les ondes un technicien des transports parisiens qui venait de réinventer... le tramway au point de rencontre de la crise de l'énergie, de la campagne anti-pollution et d'une action qu'il importe de mener très vite maintenant pour prémunir les villes contre l'asphyxie « circulatoire ».

Eh oui ! le tramway, cette vieille machine « ferrailante et tintinnabulante » contre laquelle on pestait tant vers l'année 1954...

Combien de voix, à l'époque, se sont élevées pour reprocher véhémentement aux motrices « vert et jaune » de la Compagnie des T.E.L.B. d'emprunter la rue des Manneliers à contre-courant ! Et pourtant, à vingt ans d'intervalle, quoi de tellement différent avec les « couloirs » de la rue Faiderbe et du boulevard Vauban en attendant

celui de la rue d'Artois ? L'exemple est, certes, trop fragmentaire pour revêtir une signification véritable mais le fait est que le dernier « B » (porte de Béthune-Hellemmes) n'a pas disparu depuis plus de huit ans qu'on s'interroge déjà sur le point de savoir quels progrès le remplacement des tramways par des autobus a apportés en matière de confort, de régularité, d'encombrement des transports en commun.

Mieux : un syndicaliste qu'on ne saurait taxer de passéisme, M. Fernand Meurisse, secrétaire de l'Union locale F.O., ne craint pas de dire qu'il souhaiterait retrouver dans les transports d'aujourd'hui tout ce qu'il y avait de positif dans ceux d'hier. Quelle revanche, après tant d'ingratitude, pour nos bons vieux trams dont un modèle particulièrement sophistiqué, le V.A.L., s'apprête à prendre la relève !



JUSQU'À DEUX HEURES PAR JOUR DANS LES TRANSPORTS

Jamais, sans doute, on n'aura réuni autant de médecins et aussi peu de remèdes au chevet d'un malade nommé transports en commun.

M. Henri Convain, le président du Comité d'expansion de la Métropole Nord qui joue le rôle d'un organe de réflexion auprès de la Communauté urbaine, a tiré la sonnette d'alarme dès 1970 : « A Watts, dans la banlieue de Los Angeles, des milliers de gens sont en chômage, non par manque de travail, mais parce qu'il n'est plus possible de circuler. Ceux qui ne possèdent pas de voitures — et il sont nombreux dans ces faubourgs misérables — n'ont même plus intérêt à prendre les transports en commun : la durée quotidienne du trajet entre leur domicile et leur lieu de travail dépasse quatre heures ; le coût de ce trajet absorbe parfois plus de la moitié des salaires. Cette situation extravagante préfigure ce qui se passera dans nos villes dans dix ans, dans quinze ans ». S'ensuivaient des recommandations sur la signalisation, la réglementation, la circulation, le stationnement, les transports d'aujourd'hui et de demain, etc., dont la C.U.D.L. a largement fait son profit pour arrêter son plan général des transports en commun en mars dernier. Une contribution sérieuse et efficace que celle du C.E.M.N. !

En 1972, l'Union régionale C.F.D.T. a enquêté sur les transports dans la Métropole : l'aide de 10 000 questionnaires sur lesquels lui sont parvenues 547 réponses. 59,3 % des enquêtés utilisaient les transports en commun. La distance domicile-travail (aller et retour) était de 1 à 20 kilomètres par jour pour 66 % des usagers et 63,3 % d'entre eux passaient d'une demi-heure à deux heures quotidiennes dans les transports. Il en résulte pour eux un problème de fatigue, de récu-

pération et de loisirs, et des préoccupations relatives aux fréquences insuffisantes des moyens de transport, à leur coût élevé, à leur lenteur, au non-respect des horaires.

Mars 1974 : l'Union locale F.O. réclame, « pour la Métropole Nord des transports publics au service du public ». La notion de rentabilité est mise en cause par l'organisation syndicale (pourquoi ne pas exiger que les piscines, aussi, deviennent rentables ?) cependant que sont de nouveau dénoncées la cherté des tarifs, la longueur des attentes aux arrêts, l'absence de confort, l'incompatibilité des horaires avec certaines exigences professionnelles. « Ce moyen de locomotion qui n'a de transport que le nom, critique M. Fernand Meurisse, a des fréquences inégales, délaisse bien des endroits peuplés de la cité, emprunte des couloirs réservés trop peu nombreux et occupe bien trop de surface au sol (28 mètres carrés) pour se mouvoir sans gêne dans les rues étroites de Lille ». L'impression d'un Guide des transports en Métropole est encore réclamée ; F.O. recevra prochainement satisfaction sur ce point grâce à l'action conjointe de la Communauté urbaine de Lille et du Comité d'expansion de la Métropole Nord.

Au cours des dernières vacances, enfin, l'U.D.A.F. et les A.P.F. (associations populaires familiales) de l'agglomération versent une nouvelle pièce au dossier des transports en commun. C'est elle qui a servi de base à la discussion lors de la journée d'étude sur la politique de transports de la Communauté urbaine organisée très récemment par l'A.F.P. et l'U.F.C.S. (union féminine civique et sociale), avec le concours des services de l'Équipement, de la C.U.D.L., du Syndicat mixte (Conseil général du Nord), de la mairie, etc.



LE DIAGNOSTIC DES A.P.F.

De l'étude des A.P.F., s'est dégagé un accord unanime pour favoriser l'abandon de la voiture personnelle au profit des transports en com-

mun, mais mieux adaptés. Ce qui appellerait des moyens rapides et confortables, une bonne connaissance des lignes et circuits, des

tarifs meilleur marché, des liaisons et des horaires mieux étudiés.

● Une constatation d'abord : la politique actuelle tend à favoriser avant tout la voiture individuelle, malgré certains aménagements récents pour faciliter la circulation des autobus. « Si l'on veut parler de l'animation de quartier et de l'atmosphère de vie et de fête qu'il faut y recréer, il faut d'abord bien se rendre compte que cela n'est pas possible dans des rues où la place du piéton est réduite à la portion congrue. Les trottoirs sont de plus en plus exigus et envahis par les parcmètres, quand ils ne le sont pas par des voitures en stationnement illicite. Il faut donc que la commodité, le confort, la rapidité, l'économie des transports en commun soient un véritable argument de dissuasion pour les automobilistes », écrivent les rapporteurs de l'enquête.

● Certains critiquent, ensuite : « Les autobus lillois sont trop grands et trop peu confortables. Si certains conducteurs sont très aimables, par contre, d'autres oublient totalement qu'ils assurent un service public, où l'affabilité devrait être de

rigueur... ». De plus, d'it encore l'enquête, la régularité est insuffisante : « Il est assez fréquent d'attendre entre 15 et 45 minutes pour voir arriver ensuite trois autobus qui se suivent... ».

Autre doléance : « Le soir, après 22 heures, il n'y a plus de voitures sur certaines lignes ».

Certaines personnes, et particulièrement celles qui suivent des cours du soir ou veulent assister à des conférences se voient obligées de rentrer à pied dans des conditions de sécurité incertaines ».

● Des propositions enfin : ne serait-il pas possible, demande l'Association familiale de Lille de prévoir à certaines heures des autobus plus petits et dont la fréquence de passage serait plus grande ?

Ne serait-il pas possible également d'accorder aux écoliers de Lille et de sa proche banlieue le transport gratuit ?

Ne serait-il pas possible, enfin, d'étudier, comme cela se fait pour le métro à Paris, un coût unique du billet, quelle que soit la distance parcourue ?



RÉVISER LE RÉSEAU C.G.I.T.

Quelques statistiques pour mieux situer la difficulté du problème de la circulation à Lille, dont les effets se conjuguent pour créer une situation inextricable : transports individuels et collectifs se gênant mutuellement.

L'automobile, d'abord : une pour sept habitants dans l'arrondissement (moyenne française : une pour quatre personnes). C'est peu mais c'est déjà trop pour notre ville où l'indiscipline des usagers vient encore compliquer la situation.

Les bus, ensuite. La vitesse commerciale moyenne sur les lignes de C.G.I.T. ne dépasse pas 13 km/h en banlieue et 7 km/h à Lille. En dix ans, le trafic de la C.G.I.T. est tombé de 34 à 28 millions de passagers et celui de l'E.L.R.T. de 19 à 18 millions. Inversement, la circulation automobile a triplé, voire quadruplé, dans le même laps de temps. Pourquoi ? Qu'il se soit opéré un transfert entre l'autobus et la voiture ne peut s'expliquer uniquement par le goût immodéré du Français pour l'individualisme. Et pas davantage par l'évolution normale du fait automobile, quoi qu'il reste le premier signe extérieur de la promotion sociale. En fait, si les Lillois ont peu à peu déserté leurs transports en commun (mais il sem-

ble que l'hémorragie se soit stabilisée en 1973), c'est qu'ils ne répondent plus qu'imparfaitement à leurs besoins. Pour des raisons qu'ont su cerner les instances administratives, syndicales, familiales, on l'a vu plus haut. M. Gérard Thieffry, adjoint au maire de Lille et responsable de la circulation dans notre ville, a distingué de nouvelles causes au cours de la journée d'étude A.P.F. - U.F.C.S. Sa solution : mettre au pas (ou à pied...) les automobilistes qui en prennent manifestement trop à leur aise avec la réglementation et obtenir une refonte du réseau de la C.G.I.T.

« Celui-ci, a-t-il expliqué, a été créé pour permettre aux habitants de la banlieue de se rendre à Lille, soit Grand-Place, soit place de la Gare, mais absolument pas pour faciliter le déplacement des Lillois à l'intérieur de leur ville. C'est si vrai que, sur les 28 millions de voyageurs transportés annuellement par la C.G.I.T., 22 millions ont le centre pour terminus. Mais il est impossible d'aller directement de Wazemmes au Vieux-Lille. Et il en coûte le prix d'un ticket d'autobus, faute d'avoir prévu un système de correspondances, à chaque fois qu'on change de voiture. C'est pourquoi il faut en priorité réviser le réseau, et instituer une tarification unique ».



QUELLE VILLE POUR QUELLE SOCIÉTÉ ?

Les autobus existent, M. Gérard Thieffry pense qu'il faut « utiliser l'outil en attendant de disposer d'un meilleur » : le « V.A.L. - métro » qu'on devrait voir sortir du tunnel à l'horizon de l'année 80, sinon à la Saint-Éloi 1977 pour le premier tronçon de ligne, comme l'a promis M. Arthur Notebart, le président de la Communauté urbaine.

D'ici là, il faut continuer à vivre et à circuler. Avec de l'imagination et de la volonté, l'adjoint au maire de Lille ne désespère pas d'y parvenir. Le résultat relève de meilleures con-

ditions d'utilisation des transports en commun, allant d'une desserte réétudiée des quartiers dont on pourrait espérer quelques millions de passagers supplémentaires à l'institution d'une carte de transport, comme il en existe à Bruxelles, pour une quarantaine de francs français par mois.

Mme Cohen, une militante de l'A.P.F., avait en quelque sorte posé la « question de confiance » à l'ouverture du débat : « Les transports en commun ne doivent-ils être qu'une sorte de mesure sociale prise envers ceux qui ne

peuvent ou ne savent conduire : les « captifs » ? Ou peut-on fonder sur leur développement toute une stratégie de l'organisation de l'espace urbain conçu comme lieu de rencontre et de multiplication des possibilités de l'individu ? »

C'est un problème politique : quelle ville et quelle société veut-on construire, en définitive ?

En proposant aux usagers de discuter son propre plan, l'adjoint Gérard Thieffry avait répondu par avance à cette question. Reste à définir sa portée réelle...



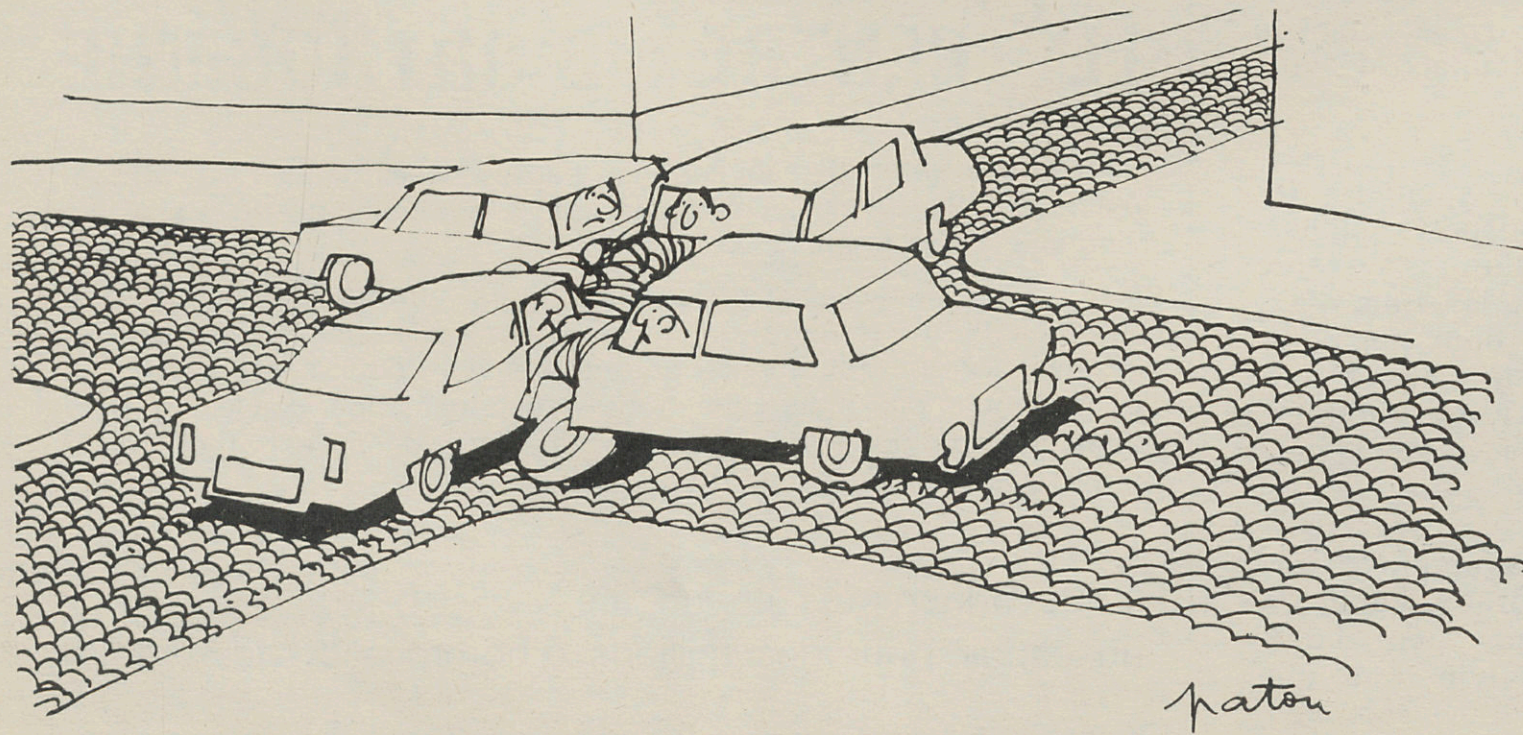
AU PRIX D'UN RATIONNEMENT

Le train, enfin, a aussi son rôle à jouer dans une agglomération comme la nôtre. M. Walraeve, directeur régional de la S.N.C.F., a présenté quelques études de ses services sur la desserte des banlieues lilloises. Elles vont dans le sens des souhaits émis par la Communauté urbaine pour la réactivation de plusieurs lignes. Une proposition de desserte du C.H.R. sera soumise prochainement à l'établissement public. Déjà, un tronçon de ligne est ouvert, dès la fin d'octobre, entre la Gare de Lille et la station « Pont-de-Bois » à Flers en vue d'irriguer le nouveau complexe universitaire lettres-droit. La C.U.D.L., qui s'était engagée à financer pour la S.N.C.F. l'acquisition des matériels de traction nécessaires à la revitalisation des lignes va devoir déboursier 350 000 F. C'est le coût de l'aménagement de la nouvelle station. L'établissement public devra aussi garantir la rentabilité de la ligne, c'est-à-dire éponger le déficit éventuel d'exploitation. On comprend mal : les Français que nous sommes ne supportent-ils pas déjà le manque à gagner global de la S.N.C.F. et même celui de la R.A.T.P. ? « Les dessertes de banlieue sont déficitaires », a prévenu M. Walraeve. Ce sont des transports coûteux... ».

Alors... Le métro ? Pas avant 1980 mais en même temps que le tarif unique sur l'ensemble des transports en commun, comme l'a inscrit la C.U.D.L. à son plan général. Il serait trop long d'y revenir, même schématiquement. La première ligne reliera le Centre hospitalier régional à la Cité scientifique de Villeneuve-d'Ascq avec des points d'arrêts lillois place Barthélemy-Dorez, place Verte, rue de Flandre, place de la République, place Rihour, à la Gare de Lille, place Madeleine-Caulier et au pont du Lion-d'Or. Coût de l'infrastructure aérienne et souterraine : une quarantaine de milliards d'anciens francs. La subvention de l'État (50 %) et la taxe sur les transports ne seront pas superflues. Cela restera cher, très cher, mais on n'a guère le choix. Le métro circulera à 35 km/h de moyenne et, dans l'avenir, il convoiera 15 000 passagers à l'heure contre 1 500 pour les autobus. C'est le salut, le seul on peut encore améliorer le réseau actuel des transports publics lillois mais on n'en obtiendra sans doute pas une refonte complète avant une dizaine d'années, c'est-à-dire lorsque l'autobus jouera le rôle de rabatteur de clientèle pour le métro.

En attendant, il faut tenir, sans trop croire aux miracles, à moins qu'on n'en vienne demain à nous rationner sévèrement le carburant. Les Lillois n'envisagent pas de gaieté de cœur de payer à un tel prix le nécessaire coup de pouce à leurs transports en commun...

Claude BOGAERT



UTILISEZ LES TRANSPORTS URBAINS !

LE CENTRE D'ORTHOGÉNIE DE LILLE

(suite de la page 1)

« C'est parce que j'ai eu trois enfants trop rapprochés que j'ai cru au planning »

Maryvonne Grandin a 31 ans. Elle habite avec ses trois enfants de onze, dix et huit ans et son mari, fonctionnaire, une de ces « résidences » élégantes mais anonymes, où, il y a quatre ans, débarquant dans le Nord, elle s'est d'abord sentie isolée, perdue.

— J'ai eu envie, brutalement, pendant les heures de liberté, que mes enfants, depuis qu'ils allaient en classe, me laissent, de faire quelque chose pour les femmes. J'avais envie de sortir de la lessive et de la popote. J'avais fait la connaissance du planning, une fois, à Paris, lorsqu'après la naissance du troisième, nous avions décidé avec mon mari d'en rester là. Depuis je prenais la pilule. C'est un article paru sur la question, dans un magazine, qui m'a décidée. J'ai eu du mal à trouver le siège du Planning à Lille, rue de Douai, où, sans possibilité ni moyen de se faire connaître il souffrait alors autant de la pénurie d'aide que de clientèle; malgré le dévouement et la compétence de ses pionniers. J'ai donc offert ma collaboration bénévole.

J'ai dû, alors, bien sûr, me former. On a beau être mère de famille, on ne s'improvise pas conseil conjugal et familial, ni psycho-pédagogue... et, pour animer des tables rondes sur l'éducation sexuelle, il faut être compétente, informée, convaincante. J'ai dû connaître d'abord ce qu'était réellement un centre d'orthogénie, ses buts, son organisation, l'étendue de ses services.

Et, qu'est-ce qu'un centre d'orthogénie ?

C'est un centre médico-social où le mouvement français pour le Planning familial offre des consultations psychologiques, sociales et médicales en un même lieu et sur rendez-vous (en échange d'une adhésion annuelle de 35 F qui donne droit à plusieurs consultations). Le siège à Lille est 55, rue Faidherbe (le téléphone 55.15.75), mais le centre a maintenant des « antennes » dans des centres sociaux, des

Maisons de jeunes, et même des usines de la métropole, et nous répondons à tous les appels des associations, pour organiser avec elles consultations, tables rondes, etc.

Quel est le but exact du centre ?

Mettre gratuitement à la disposition de la population toute la gamme des spécialistes de l'équilibre affectif et sexuel de l'individu et du couple. Il est spécialisé dans le contrôle de la fertilité et met à la disposition des familles tous les moyens scientifiques nécessaires à un bon espacement des naissances et à l'équilibre du couple.

Mais sa mission est avant tout éducative, préventive et informative.

Pratique-t-on l'avortement au Centre ?

On n'y pratique ni officiellement ni officieusement d'avortement. Mais comme, parmi les demandes, une sur deux est une demande d'avortement, après la consultation sur place par un des quinze médecins qui se relayent au Centre, nous dirigeons les femmes qui sont décidées vers des cliniques sérieuses de Hollande (où l'on pratique, sous contrôle médical exclusivement, l'avortement par aspiration) ou, celles dont la grossesse est trop avancée (plus de douze semaines) vers des cliniques anglaises où les curetages sont pratiqués dans des conditions honnêtes et sous anesthésie.

Qu'en coûte-t-il actuellement pour se faire avorter dans ces conditions ?

De 600 F en Hollande à 800 F en Angleterre.

Est-ce qu'on constate une recrudescence des demandes d'avortement ?

Depuis six mois les femmes se sentent moins culpabilisées et

même de moins en moins, car, l'avortement reste toujours le dernier recours.

Cherchez-vous, parfois, à en dissuader certaines femmes ?

Jamais. On ne choisit jamais

HORAIRES DES PERMANENCES DU CENTRE

56, rue Faidherbe, 59000 LILLE
Tél. 55.75.54

— Lundi 10 h à 20 h
— Mardi 10 h à 12 h - 14 h à 20 h
— Mercredi 10 h à 12 h - 14 h à 20 h
— Jeudi 10 h à 12 h - 14 h à 20 h
— Vendredi 10 h à 12 h - 14 h à 19 h 30
— Samedi 10 h à 12 h

Adhésion : 35,00 francs

gênées de le demander, mais il n'y en a guère plus. Je crois que si nous pouvons faire de plus en plus connaître et apprendre à pratiquer les méthodes anticonceptionnelles il y en aura

pour les gens. La règle, au centre, est d'informer, « dans la gratuité et le respect des convictions de chacun, dans le cadre de l'entretien privé et du secret professionnel ».

Siège social :
35, boulevard Vauban
59000 LILLE
Tél. (20) 54.58.97 - 54.58.98

Président fondateur :
Raymond ALLARD

LES INSTITUTS MÉDICO-PÉDAGOGIQUES

I.M.P. « La Roseraie »
Route de Guéret, 23300 LA SOUTERRAINE.
Tél. 16 (51) 63.91.11. demander 01.21 à La Souterraine.

Accueille en internat 70 garçons de 6 à 16 ans. Indications : déficiences intellectuelles, troubles neuropsychiques, débiles moyens.

I.M.P. « Pierre-d'Aubusson »
LE MONTEIL-AU-VICOMTE, 23460 ROYER-DE-VASSIVIERE. Tél. 16 (51) 64.91.11. Demander le 21.99 à Bourgneuf.

Internat pour garçons et filles de 6 à 14 ans, débiles légers de 6 à 14 ans, débiles légers souffrant de troubles associés.

I.M.P. « Leconte-de-Lisle »
Château de Breuches, 70450 BREUCHES-LES-LUXEUIL

Internat pour garçons de 6 à 16 ans et filles de 6 à 12 ans, débiles légers. Tous agréments.

a.l.e.f.p.a.

ASSOCIATION LAIQUE POUR L'ÉDUCATION
ET LA FORMATION PROFESSIONNELLE
DES ADOLESCENTS
Reconnue d'utilité publique

l'alefpa met à la disposition
des familles du Nord :

LE HOME D'ENFANTS LE PETIT PRINCE

Château de Budelle
23110 EVAUX-LES-BAINS
Tél. 31.60 Boussac

LE HOME D'ENFANTS HENRI-VIET

52140 MONTIGNY-LE-ROI
Tél. 25 Montigny-le-Roi

Ces deux établissements sont des internats mixtes pour enfants de 8 à 12 ans. Indications : retard scolaire, difficultés du langage - troubles de la motricité et de la psychomotricité - dyslexie. Tous agréments.

LES CENTRES DECROLY

DECROLY I
47-49, rue de Bourgogne à LILLE. Tél. 54.82.58 et 54.47.77

DECROLY II
Groupe scolaire « Albert-Thomas », rue de Cuincy à Douai. Tél. 88.54.94.

DECROLY III
104, rue Anatole-France. ANZIN-VALENCIENNES. Tél. 46.80.90.

Consultation sur rendez-vous pour enfants présentant un retard scolaire et des difficultés du langage oral et écrit. Tous agréments.

LA PERLE CERDANE

Maison d'Enfants à caractère sanitaire spécialisée de type permanent.
66340 OSSEJA

Cette maison accueille toute l'année garçons et filles de 11 à 18 ans révolus souffrant d'asthme ou de toute autre affection bronchique ou respiratoire non tuberculeuse. Y sont également traitées les affections allergiques.

LE JOYAU CERDAN

Maison de santé médicale ouverte toute l'année
66340 OSSEJA

Établissement mixte pour enfants et adolescents de 6 à 18 ans accueillant les diabétiques, les cardiaques pré et post-opératoires, les hémophiles et les enfants souffrant d'affections rénales ou de mucoviscidose.

Demandes d'admission à adresser à :

M. le Directeur général
« La Perle Cerdane »
« Le Joyau Cerdan »
66340 OSSEJA
Tél. 60.51 - 60.74 - 60.75 - 60.76
à Font-Romeu



Maryvonne Grandin, 31 ans, mère de trois enfants et conseillère au Centre d'orthogénie, par militantisme féminin : « Mon travail m'a équilibrée. J'ai appris à mettre mes problèmes personnels à leur place en côtoyant tant de situations dramatiques ».

Mais on explique que l'emploi de méthodes anticonceptionnelles adaptées à chaque situation aurait pu éviter d'en arriver à cette solution extrême, qui perturbe toujours. On ne fait jamais la morale, mais on « dédramatise », et parfois certaines décident de garder leur enfant.

On dit que la pilule revient cher, fait grossir, est cancérigène. Qu'en dites-vous ? Faut-il la démystifier ?

Depuis dix ans, le pourcentage des femmes qui prennent la pilule est passé de 5 % à 15 %. Il faut dire et répéter aux femmes qu'il existe, actuellement, des pilules « qui ne font pas grossir » pas plus qu'elles ne font tomber les cheveux ou empêchent de bronzer, car elles sont très faiblement dosées en hormones. Pensez que les premières Américaines qui prirent la pilule sont aujourd'hui grand-mères ! Beaucoup ont vu leur ménopause reculée grâce à elle ; mais il n'y a pas plus, les dernières statistiques le prouvent, de femmes qui deviennent cancéreuses parmi elles, que parmi celles qui ne l'ont pas prise.

Les contre-indications sont très rares : certains cas de diabète, d'hypertension, ou de maladie de foie ; par exemple, il faut attendre six mois après une hépatite virale avant de la reprendre. Mais c'est tout. Il est de toute façon conseillé à toutes les femmes de se faire faire un examen du sang une fois par an. C'est le meilleur dépistage du cancer... pilule ou pas pilule !

Pose-t-on stérilets et diaphragmes au centre ?

Bien sûr, dans les cas rares où les médecins conseillent la pilule, ils proposent alors de poser gratuitement un stérilet (la dernière version en fil de cuivre est efficace à 99,5 %). L'appareil lui-même coûte 60,50 F (il devrait-être remboursé). C'est tout de même moins cher que de se faire avorter ! Mais plus cher que de prendre la pilule qui revient à 7 F par mois seulement.

Quant au diaphragme, il est de moins en moins pratiqué. Les jeunes surtout le refusent en raison de sa remise en place fastidieuse et de son « manque de spontanéité ». Les Algériennes l'adoptent plus volontiers que les Françaises.

Quelles sont les limites du rôle de la conseillère ?

Nous sommes là pour accueillir les couples et les femmes ou les hommes seuls (deux ou trois hommes par an nous demandent comment se faire stériliser). Nous les écoutons et formulons avec eux leurs problèmes. Ceux-ci vont de la grossesse d'une fille violée à quinze ans à celle trop tardive d'une mère de famille nombreuse, en passant par les problèmes de frigidité et d'impuissance masculine. Le dialogue ainsi établi permet l'orientation vers le spécialiste compétent ; car, outre le médecin directeur gynécologue, à plein temps, parmi les médecins vacataires pratiquent au centre des gynécologues, mais aussi des psychiatres ainsi que des psychologues, des sociologues psychanalystes.

Quant à nous, nous recevons pour les conseiller cinq ou six personnes par jour, avec chacune des problèmes humains, sociaux, affectifs, complexes, ce qui nous oblige à nous recycler sans cesse et à nous remettre en question, même sur le plan personnel.

Vous a-t-on souvent reproché, en favorisant l'avortement, d'encourager les femmes à ne pas respecter la « vie » ?

Si bien sûr, mais seulement à l'extérieur du Centre. Je crois pourtant que nous leur évitons, le plus souvent de recourir à des moyens traumatisants ou dangereux qui peuvent mettre leur propre vie ou leur équilibre en péril. Nous tâchons de leur faire prendre la responsabilité de leur vie sexuelle ; afin qu'elles puissent vivre « après » seule ou avec leur partenaire, et supporter cette grande épreuve du couple et en tirer des leçons. La libéralisation de la loi pour l'avortement, tant attendue, viendra, je pense, bientôt nous donner raison.

Dernière question, plus personnelle : l'habitude de prendre la pilule n'éloigne-t-elle pas pour vous l'idée d'avoir un nouvel enfant ?

Peut-être, un peu. Pourtant actuellement, nous y repensons. Mais nous aimerions mieux adopter un enfant qui soit déjà sorti de l'âge biberon, pour ne pas tout avoir à recommencer. Il y en a tant que personne ne veut prendre parce qu'ils sont « trop grands ».

L'Institut lillois d'éducation permanente...

...fait le point sur l'apprentissage et les centres de formation d'apprentis.

● L'apprentissage est rentré dans une voie nouvelle

Il est réglementé dans le cadre de la loi du 16 juillet 1971. Rappelons certains aspects :

- L'apprenti est protégé par un statut précis : le contrat d'apprentissage.
- Un salaire minimum est garanti à l'apprenti lequel progresse tous les six mois. Allant de 15 à 45 % du S.M.I.C.
- La famille de l'apprenti continue à conserver ses droits pour tout ce qui concerne les prestations sociales tant que l'apprenti n'a pas atteint dix-huit ans.
- Exonération : l'employeur assujéti à la taxe d'apprentissage peut imputer sur le montant du versement prévu le montant des dépenses qu'il a faites entrant dans le cadre de la formation des apprentis. S'il n'est pas assujéti à la taxe, il reçoit de l'État une subvention égale au montant dont il aurait pu être exonéré.

- La formation donnée aux apprentis sous contrat comprend : une partie dans l'entreprise, une partie dans les centres conventionnés par l'État dénommés C.F.A. (centre de formation d'apprentis).
- L'apprenti doit à la signature du contrat être âgé de 16 ans minimum et de 20 ans maximum.
- Les contrats d'apprentissage doivent être signés, chaque année, dans une période comprise du 1^{er} juillet au 30 novembre.

● Les cours municipaux de la ville de Lille se sont transformés en centre de formation d'apprentis (C.F.A.).

Les cours ont lieu :

- Au lycée technique Baggio, boulevard des Défenseurs à Lille, pour les sections suivantes : mécanicien automobile, électricien d'équipement, électromécanicien, imprimerie (toutes spécialités), mécanique générale (ajusteur, tourneur, fraiseur),

chaudronnier, fer, tôlier en ventilation, opérateur géomètre.

— Au lycée Valentine-Labbé, 41, rue Paul-Doumer à La Madeleine, pour les sections suivantes : aide-comptable, couture (industrie de l'habillement), sténodactylo, vente.

La durée de l'apprentissage est de deux ans normalement, à l'issue desquels les apprentis se présentent aux épreuves de C.A.P.

L'inscription aux cours est gratuite.

● La mairie de Lille a désigné l'I.L.E.P. (Institut lillois d'éducation permanente), comme organisme gestionnaire des C.F.A. Valentine-Labbé et Baggio.

Pour tous renseignements concernant les C.F.A. s'adresser au secrétariat de l'I.L.E.P., 55, place Rihour, 59000 Lille. Téléphone : 54.45.18. Tous les jours de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h, sauf le samedi ; ou directement aux secrétariats des C.F.A. Baggio et Valentine-Labbé.

spécial apprentissage - spécial apprentissage

Philippe a dix-sept ans. Est dans sa deuxième année d'apprentissage et passera son C.A.P. en juin 1975. Il apprend le métier de mécanicien automobile depuis septembre 1973.

Q. Quelle école as-tu fréquentée avant d'entrer en C.F.A. ?

R. Après l'école primaire, je suis allé au C.E.S. jusqu'à la troisième comprise.

Q. Et ensuite ?

R. Je souhaitais apprendre le métier de mécanicien automobile. Mes parents m'ont inscrit dans un C.E.T. Comme il n'y avait plus de place dans la branche mécanique auto, je me suis retrouvé en mécanique générale... Ceci ne me plaisait pas... j'ai donc cherché une place dans un garage.

Q. Pourquoi étais-tu aussi

attaché à ce métier de mécanicien auto ?

R. J'aimais bien bricoler sur les moteurs. Un parent connaissait un garagiste pas loin de chez moi. J'ai été embauché facilement.

Q. As-tu signé un contrat ?

R. L'employeur m'a proposé de signer un contrat d'apprentissage, formule qu'il connaissait pour l'avoir déjà expérimentée... De plus, il avait été dans son jeune temps apprenti sous contrat. Le contrat étant signé a été envoyé au C.F.A. J'ai donc pu démarrer les cours en octobre 1973.

Être apprenti en 1974

Q. Comment se déroule ton apprentissage ?

R. Je viens deux fois par semaine au C.F.A. les autres jours se passent chez mon employeur (au garage). Au C.F.A. nous avons des cours théoriques : français, comptabilité, législation, mathématiques, du dessin industriel, de la technologie. Sur le plan pratique nous faisons de la mécanique auto, de la mécanique générale, de la soudure.

Q. L'apprentissage au C.F.A. est-il relié à ce que tu apprends dans l'entreprise ?

R. Il n'y a pas de coupure entre mon apprentissage en

C.F.A. et l'entreprise. Mon employeur est informé des cours théoriques et pratiques. Nous avons également l'occasion d'en parler ensemble.

Q. As-tu des remarques à formuler ?

R. Je suis content de mon apprentissage... Ce qui ne veut pas dire que c'est facile. Il faut s'accrocher pour apprendre... Il y a notamment les cours à faire le soir. De plus j'estime que par rapport à un jeune en C.E.T. l'examen étant le même nous avons moins de cours théoriques, ce qui nous handicape un peu pour l'examen du C.A.P.

métro-clair

L'inspection de l'apprentissage

La loi du 16 juillet 1971, réformant le statut de l'apprentissage, a prévu la création de centres de formation d'apprentis, et établi un nouveau régime juridique du contrat d'apprentissage. Elle laissait au Conseil d'État le soin de prendre par décret les modalités d'application. L'un de ces décrets, en date du 9 janvier 1973, a créé l'inspection de l'apprentissage, en application de l'article 34 de la loi.

Dirigé par un membre du personnel de l'inspection de l'enseignement technique (ou par l'inspecteur général d'agriculture pour l'apprentissage agricole), le service de l'inspection de l'apprentissage est mis à la disposition des préfets. Il travaille en certaines occasions en collaboration avec d'autres services, comme celui de l'inspection du travail ou ceux des inspections administratives et financières des ministères ayant passé des conventions avec les centres de formation d'apprentis.

Un triple rôle est dévolu à l'inspection de l'apprentissage :

- Elle doit vérifier si la pédagogie en vigueur dans

les centres de formation d'apprentis répond bien au besoin de « formation générale associée à la formation technologique, théorique et pratique » que ces centres doivent dispenser aux apprentis sous contrat ;

— Elle doit procéder à un contrôle administratif et financier pour se rendre compte si le centre applique bien les conventions passées avec l'État ;

— Elle doit se rendre dans les entreprises pour voir si les apprentis inscrits dans un centre reçoivent bien de la part de l'employeur une « formation pratique grâce à des tâches ou des postes de travail permettant l'exécution des opérations ou travaux faisant l'objet d'une progression annuelle ».

Pour mener à bien cette triple mission, l'inspecteur de l'apprentissage est doté de certains pouvoirs. En ce qui concerne les centres de formation d'apprentissage, il peut entrer dans tous les locaux utilisés par le centre, exiger la communication de « tous les documents d'ordre administratif, comptable ou pédagogique », et « contrôler le montant et l'utilisation des fonds perçus au titre de la

taxe d'apprentissage ». En ce qui concerne les entreprises, l'inspecteur dispose également du droit d'entrée, du pouvoir de contrôler les travaux confiés aux apprentis, et de s'entretenir avec ces derniers.

Au terme de ces contrôles, l'inspecteur de l'apprentissage établit un rapport qu'il communique à son chef de service qui, lui, le fait parvenir au directeur du centre de formation d'apprentis ou à l'employeur (et au comité d'entreprise s'il en existe un). D'autre part, si une faute est constatée, ces rapports peuvent être envoyés aux organismes chargés de l'application des dispositions législatives et réglementaires, et à l'inspection du travail.

A la suite de ces rapports, l'État peut prendre des sanctions à l'encontre des centres de formation d'apprentis et des employeurs qui méconnaissent les textes. A l'encontre des centres, l'État peut dénoncer les contrats passés avec eux, ce qui entraîne leur fermeture. A l'encontre des employeurs, l'État peut supprimer l'agrément accordé, ce qui leur interdit pour l'avenir d'embaucher des apprentis.

L. VERGEZ, opticien diplômé SERVICES SPÉCIAUX

Lentilles souples et verres de contact CATARACTE

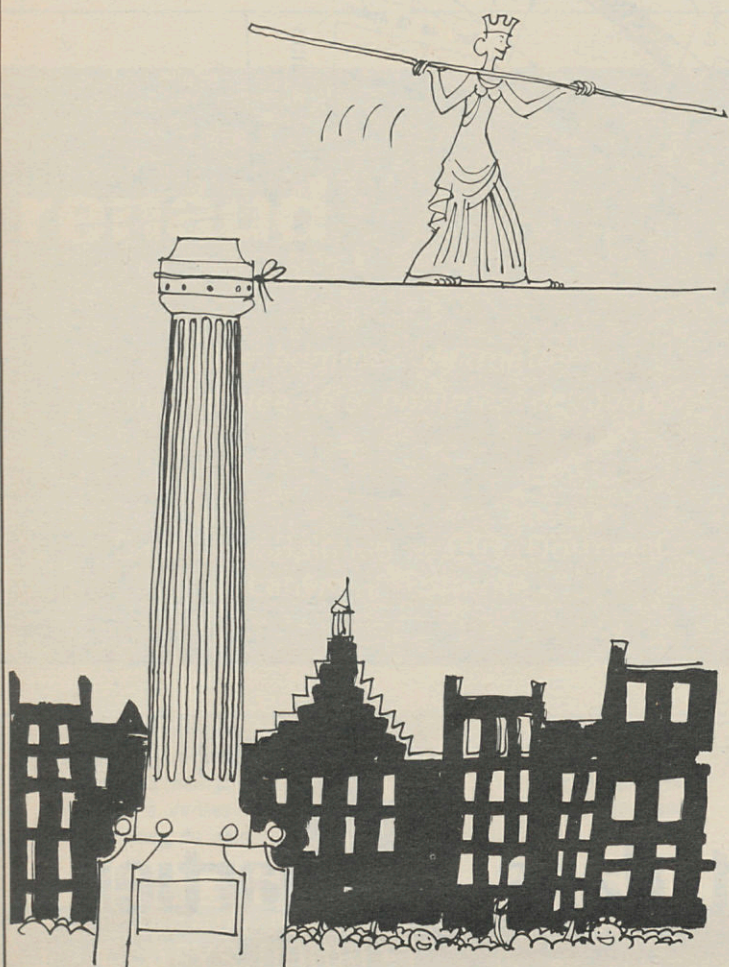
Adaptation des mal-voyants

Nouvelle adresse :

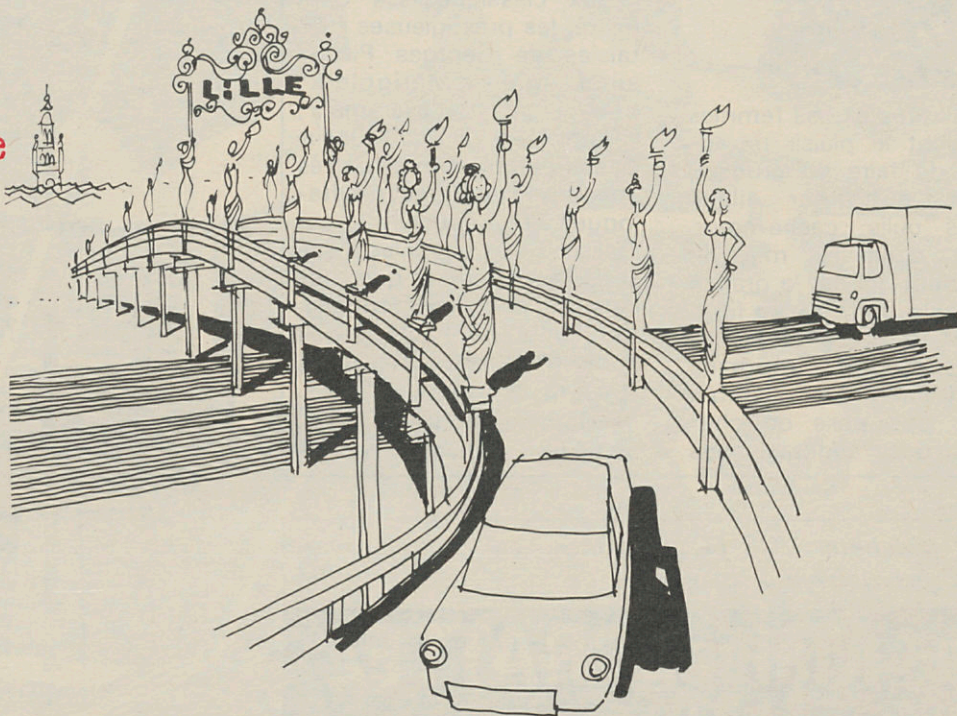
2, rue Masséna

9, place de Strasbourg, LILLE - Tél. 54.80.74

CE MOIS-CI, À LILLE...

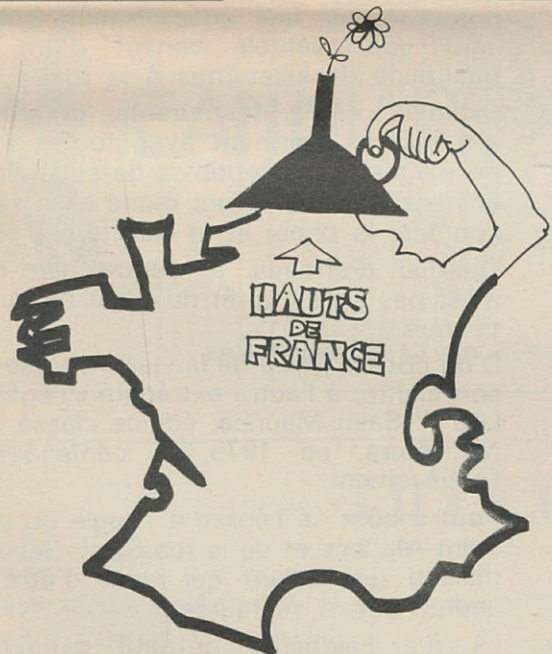


un
équilibriste
grand'
place
...



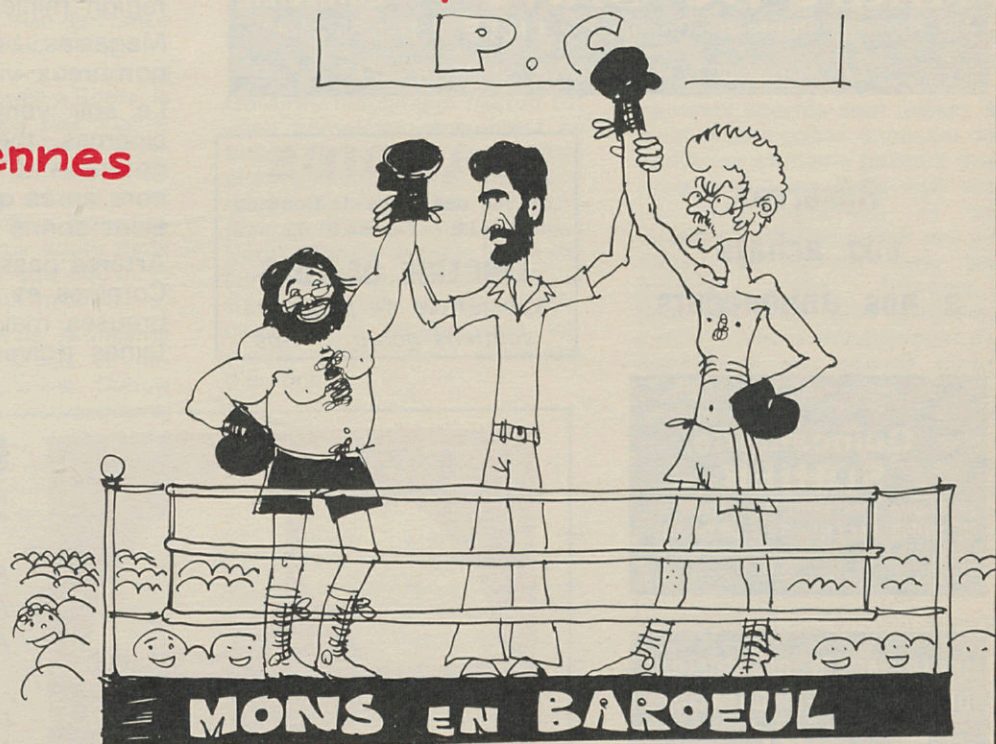
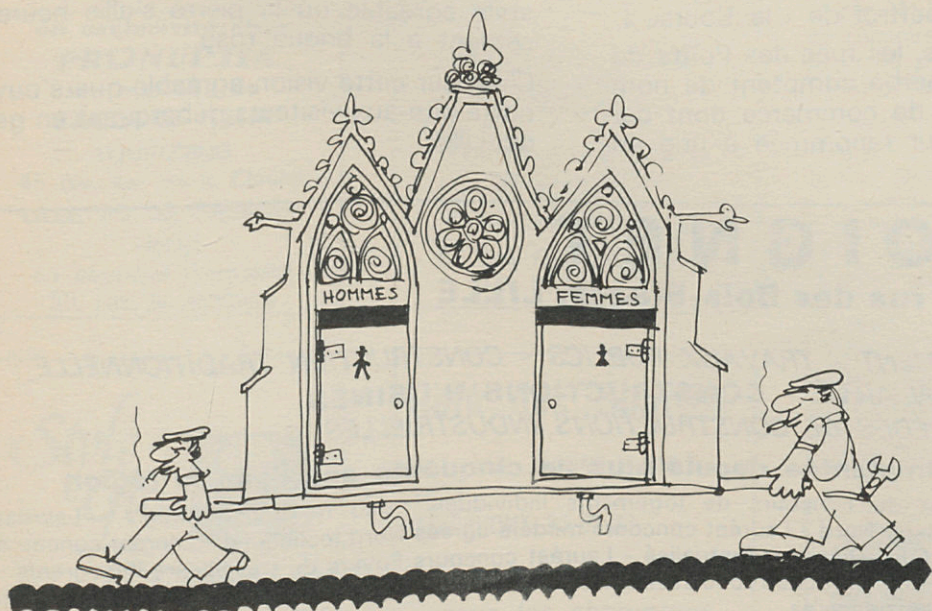
... on a classé quelques monuments historiques..

... on a même proposé de
changer le nom de notre région :
ça va tout changer



... on a lancé une bouée au diplodocus

... et on a proposé d'enlever les vespasiennes



... on a eu aussi un carrefour culturel...

fatou

PHOTO CINÉ LEVIN

Mme MEURISSE

65, rue Faidherbe
LILLE - Tél. 55.37.53
CHAÎNE EURO PILOTE
REPORTAGES PROJECTIONS

Réservez dès maintenant
votre robe de mariée

PRONUPTIA

50, rue Faidherbe
LILLE
La boutique Pronuptia
50, rue de Béthune, LILLE
45 bis, rue de la Cloche
TOURCOING
Catalogue contre 1,50 F en timbres

renaud

des hommes de métier
au service des hommes de goût

Bayard - Balmain - Guy Dormeul
Lanvin - Torrente

Toutes ceintures
médicales sur mesures
Bandages herniaires
Bas à varices
Prothèses du sein



Atelier
de réparations
Service après-vente
Renseignements
gratuits

TOUT MATÉRIEL POUR MALADES ET INFIRMES
GRANDE PHARMACIE DE FRANCE
L. CLAEYS-DOUBLET - Dr en Pharmacie
LILLE (près Opéra) - Tél. 51.31.41

appartements
hotellerie
magasins
bureaux
stands

JEAN MARIE BIED
bureau d'études
transformations
agencements
graphisme

JEAN MARIE BIED 28 Place de la Gare 59000 LILLE Tél. 55.06.62 sur rendez-vous

BUFFET HOTEL TERMINUS LILLE GARE

si vous aimez les plats cuisinés

MENUS AUTOUR D'UN PLAT 16,50 F s.c. - ROTISSERIE, 22 F, 32 F
SALON CONDÉ
CARTE DU BAILLI
METS FINS
GRANDS VINS COMPRIS 90 F
Première cave du Nord
SALONS POUR RÉUNIONS

en exclusivité chez
PRONUPTIA
les mariées de
JACQUES HEIM

TOURCOING
45 bis, rue de la Cloche
LILLE, 50, rue Faidherbe
LILLE
La boutique Pronuptia
50, rue de Béthune

IMMOBILIÈRE ROY

Toutes transactions
immobilières
Expertises gratuites
62, rue Faidherbe, LILLE
Tél. (21) 51.56.56

Style
Guy
Perreux

JOAILLIER - GEMMOLOGISTE
13, rue de la Bourse
LILLE

Café des Sportifs

111, RUE JEANNE-D'ARC
LILLE
TÉLÉPHONE 53.02.33

où se réunissent
tous les champions
et où l'on déguste
la délicieuse bière
KRONENBOURG

photo x... : serge leroy

A.S.P.T.T. LILLE



des vedettes, mais surtout un club !

Un club sportif, au fond, c'est comme un iceberg.

La partie visible — les champions — n'est pas la plus importante : il s'en faut de beaucoup. Pour un « crack », des centaines de jeunes sportifs obscurs et méritants, qui pratiquent par plaisir sans nul souci de la gloire.

A l'A.S.P.T.T. Lille, pourtant, la partie visible de l'iceberg commence à prendre une taille imposante. D'abord, il y a l'athlétisme. Maryvonne Dupureur est partie, Odette Ducas aussi. Mais il reste de forts beaux fleurons de l'athlétisme féminin : Marie-Christine Debourse, recordwoman de France du saut en hauteur, et Marie-Françoise Dubois qui s'est superbement illustrée à Rome, le mois dernier, lors des championnats d'Europe. Elle a amélioré trois fois le record de France en l'espace de cinq jours. Et elle est la première Française de l'histoire à avoir couru deux tours de piste — soit 800 m — en moins de deux minutes.

Le secret de cette étonnante réussite ? Il n'y a pas de miracle : Marie-Françoise Dubois se passionne pour l'athlétisme, et elle lui consacre l'essentiel de son temps. Un entraînement régulier, avec les conseils de son mari, conseiller technique régional... et entraîneur de l'A.S.P.T.T. Et une volonté à toute épreuve, caractérisée par une manière de courir à l'image de son caractère. Quelqu'un qui n'a pas froid aux yeux, qui court

en tête, et ne se laisse pas impressionner par la carte de visite de ses concurrentes. Les télé-spectateurs ont encore dans les yeux les images de ses trois courses superbes à Rome. Elle est, comme on dit, une athlète « à panache », de celles-là qui soulèvent l'enthousiasme des foules.

Mais l'A.S.P.T.T. Lille peut aussi se prévaloir d'autres titres, d'autres champions. Serge Leroy, qui pourrait bien être un jour le successeur de Michel Macquet sur les tablettes du vieux record de France au lancer de javelot. Et puis le 4x800 féminin, champion de France du relais depuis le dimanche 13 octobre.

Un autre magnifique fleuron est venu compléter récemment ce brillant palmarès : un titre de champion du monde de judo dans la catégorie « juniors légers ». Titre conquis par Alain Veret à Rio de Janeiro. Veret est l'un des plus brillants élèves de Georges Gress, directeur technique de la section judo, lui-même ancien champion d'Europe.

Pas la « championnate »

La force principale de l'A.S.P.T.T. Lille réside peut-être avant tout dans la qualité de son encadrement technique. MM. Denis, Teneul, Leroy et Bewey pour l'athlétisme, Paul Trudel

pour l'haltérophilie, en plus des entraîneurs déjà cités.

Ces multiples succès n'ont pas changé d'un pouce l'état d'esprit du président général M. Dassonville. « Nous n'avons pas la championnate, dit-il avec philosophie. Les bons résultats sont accueillis comme il se doit, mais là n'est pas l'essentiel pour nous. Nous n'aurons jamais le culte de la vedette. Les centaines de jeunes qui viennent à nos écoles de sports sont aussi précieux pour nous qu'un super-champion ».

Et, chose paradoxale, l'A.S.P.T.T., avec plus de 1 700 licenciés pour quatorze sections sportives ne cherche pas à faire de la publicité pour arrondir ce chiffre. L'encadrement, les équipements sportifs sont utilisés à plein et tout apport imposant de nouveaux éléments poserait des problèmes sérieux. Le club est un club corporatif, et sa vocation première n'était pas au départ de rivaliser avec les grands clubs français... Beaucoup trop rares d'ailleurs. « Nous servons actuellement de suppléants aux grands clubs civils » qui devraient rassembler notre élite athlétique. Toute réussite au plus haut niveau dans des disciplines comme le basket, ou d'autres sports d'équipe, poserait pour nous de difficiles questions financières : songez aux déplacements, par exemple ! »

Un président en fonction depuis deux ans, et qui n'a pas de raison majeure pour être particulièrement pessimiste. Comme tous ses confrères, il aimerait bien sûr pouvoir disposer de davantage de lieux d'entraînement. Mais la future salle de judo de la rue Gosselet est déjà un bon début. Et il espère bien que la piste en tartan pour les sprinters est pour bientôt...

Pierre DEMARCO



L'AUTOMOBILE-CLUB DU NORD DE LA FRANCE GUIDE ET DÉFEND

DONNEZ-LUI VOTRE ADHÉSION

13, rue Faidherbe, LILLE - Tél. 55.29.44
CENTRE DE SÉCURITÉ : avenue Julien-Destrée, Tél. 53.12.01

LILLE aux quatre vents... La vie des quartiers. Jusqu'ici, cette page voulait en livrer quelques bribes. Glanées de-ci, de-là, dans une réunion d'association de maison de jeunes ; dans un club du troisième âge ou une école.

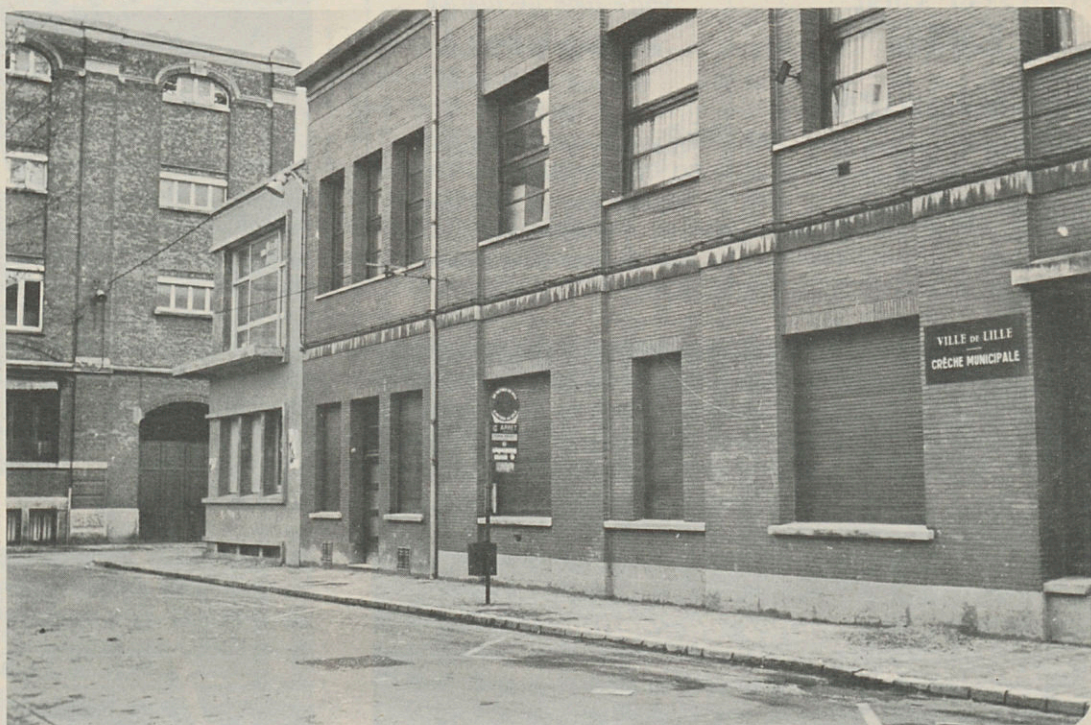
Mais il était difficile ainsi de dépasser ses structures pour rencontrer les gens. Or le plus important, ce sont les gens.

Alors mieux vaut s'arrêter plus longtemps dans un quartier ; écouter les voix. Rencontrer les visages, qu'ils aient un nom, les laisser parler... Et je voudrais maintenant, permettre à quelques Lillois rencontrés dans un quartier, de dire avec leurs mots à eux, ce qu'ils aiment, ce qu'ils rêvent, ce qui ne va pas aussi. Et quand cela ne va pas, voir avec ceux qui sont concernés par le problème ce qu'il faut faire pour que cela change.

Car en fait, des problèmes, il en pleut dans les quartiers ! Des petits et des grands, toujours importants pour ceux qui les vivent. Et il est sûr qu'une solution existe, là alors il faut la trouver.

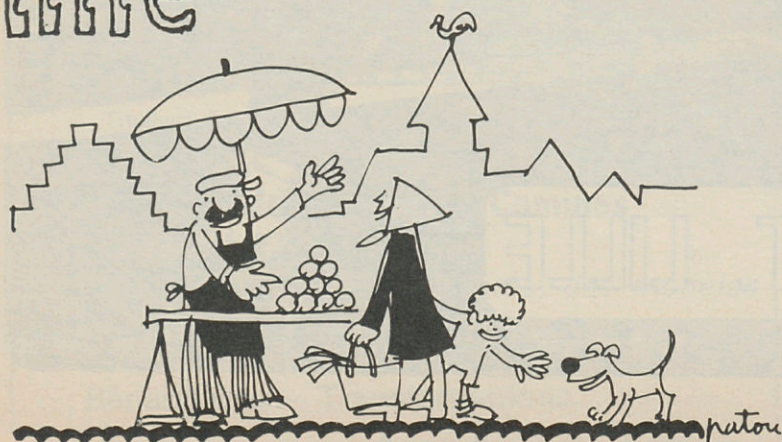
Ce mois-ci, la parole est à des Moulinois : des jeunes affrontés au monde du travail, des mères de famille qui s'inquiètent de savoir où on en est avec la crèche de la place Déliot. Leurs sentiments, leur réactions, je les ai soumis à d'autres personnes qui, du fait de leurs responsabilités, de leur fonction avaient leur mot à dire — on devait faire connaître leur point de vue — et peut-être la possibilité d'agir.

Amélie DUTILLEUL



place Déliot, une crèche...

lille



AUX quatre vents

« TRAVAILLER QUAND ON EST PAUVRE, C'EST PAS FACILE ! »

Des jeunes de milieu sous-prolétaire, dans le quartier de Moulins nous livrent leurs impressions sur leur travail. Sous-prolétaires, parce qu'ils n'ont pas réussi à tracer leur chemin, parce qu'ils n'ont pas les moyens. Ils sont de la lignée des pauvres de père en fils. La misère, c'est le manque de logement, d'argent, de travail, d'espace, d'information.

La misère, ce n'est pas incurable. La misère, c'est aussi l'acceptation de conditions de vie dérisoire. Mais ce n'est pas un fléau, vu que l'on peut lutter contre elle.

J'EN AI MARRE SOUVENT

— **Robert** : « J'ai commencé à travailler à l'âge de seize ans, comme coursier. Le travail était rude, je suis resté trois mois, car j'étais payé 550 F par mois. Ensuite, je suis allé dans une entreprise de tôlerie, et je n'y suis pas resté plus d'un mois, car j'avais mal à la gorge avec les produits toxiques. De là, je suis parti chez « Nord Électro-

Le travail, tel que ces jeunes le vivent est le reflet de toute cette situation. Instables, ils sont vite lassés, et au moindre obstacle, ils quittent leur emploi.

Pour la plupart, ils se retrouvent à dix-huit ans, sans formation professionnelle, ni certificat.

Parce que... à l'école ils étaient de mauvais élèves (il n'y avait pas de place à la maison pour apprendre les leçons). En classe pratique, c'était encore plus dur, à cause de tous les échecs précédents et la crainte d'échouer au C.A.P. Écoutons-les.

nique », comme apprenti électricien. Là aussi, je suis parti, car il fallait attendre trois mois pour apprendre le métier. J'en avais marre. Alors je suis allé chez « Pierchon », en attendant le travail stable. Un beau jour, je suis passé dans une rue et j'ai vu une annonce à la porte d'une « boîte ». Je suis entré et là ils m'ont pris et depuis ça va. Le

travail n'est pas fatigant : 8 h à 12 h et 14 h à 18 h. Au début, j'étais payé 780 F, plus la participation et depuis janvier je suis payé 1 150 F par mois. Le chef est sympathique : il nous offre un caisson toutes les semaines. Je compte rester là le plus longtemps possible.

— **Daniel** : « Ça fait trois ans que je travaille et j'ai fait trois boîtes » ; d'abord, un restaurant, pendant un mois : crevant ; ensuite dans une usine d'acier et maintenant à la gare Saint-Sauveur, depuis un an et demi. Je nettoie les wagons. Je gagne 1 300 F par mois et je suis crevé, sept jours par semaine. Au travail, il n'y a pas de mentalité, alors ça me dégoûte ».

— **Jean-Jacques** : « J'ai commencé à l'âge de vingt-deux ans chez « Norcolor ». J'y suis resté dix mois et demi à remplir des boîtes de peinture. Chez « Massey Fergusson », ensuite, je suis resté deux mois à nettoyer des machines. J'ai été à l'agence nationale pour l'emploi, ils m'ont donné une carte pour aller chez Coca-Cola. J'ai été pris pour 6,20 F de l'heure. Ça va faire trois semaines que je travaille là. Mon chef est gentil ».

— **Monique** : « J'ai commencé à travailler à l'âge de seize ans, je vais avoir vingt ans. J'ai fait dix entreprises. Une fois, j'ai monté des robinetteries, une autre fois des

gaines ou encore des canalisations. Là où je suis restée le plus longtemps, cela a duré un an et six mois et le moins longtemps, trois jours. A bas l'armée ! Vive les putains ! »

— **Claude** : « J'ai commencé à quinze ans et demi et je n'ai pas de certificat. Ma première boutique, j'y suis resté une demi-journée car je n'aimais pas mettre des boulons dans des boîtes. Après, j'ai été pendant un jour dans la carrosserie : je ne suis pas resté. Après ce fut dans une boulangerie, pour une semaine et demie, pas plus parce qu'il voulait me mettre sous contrat. Puis une entreprise de peinture, mais j'aime pas travailler dans la peinture. Puis pour une semaine et demie dans une entreprise qui me faisait aller travailler dehors. C'était l'hiver. Il faisait froid... »

Là je viens de faire une semaine et demie pour une « boutique » temporaire.

— **Lucien** : « Je cherche depuis avril. J'ai fait « Prestations », « Ecco », rue du Molinel, une autre boîte d'intérim, place Rihour. J'ai failli trouvé du travail, mais pour finir, ça n'a pas été, il fallait dix-huit ans. Cette semaine, j'ai été à « Publi-service ». Ils m'ont dit que je m'étais dérangé pour rien. Ils n'avaient pas de travail. Demain je vais aller à l'agence pour l'emploi. Au C.E.S., rue de l'Espérance à Fives, j'ai appris la plomberie. Je voulais faire menuiserie mais il n'y avait pas de matériel. Je suis parti avant la fin de la 3^e. J'en avais marre de toujours faire la même chose.

QU'EN PENSENT DES RESPONSABLES DE L'AGENCE POUR L'EMPLOI ?

M. Mousset, directeur de l'A.N.E., place aux Bleuets :

— « Ces jeunes viennent à l'agence pour l'emploi, mais pas par le plus court chemin. Bien souvent, ils ont « bricolé » de petits emplois et les ont quittés. Le but de leur visite : trouver une solution immédiate. Ils s'attendent à repartir avec l'emploi en poche. Mais comme ils le disent, ils sont vite lassés du travail. C'est dû à leurs instabilités et toute leur condition de vie. C'est un problème global.

Parce qu'exclus, ils se sentent en dehors de la société, qui n'est pas faite pour eux.

M. Roger, conseiller professionnel d'orientation et de formation :

— « Il y a un danger : ne pas les traiter comme des marginaux ». Mais cependant créer un tissu de relations privilégiées où ils se sentent acceptés. Nous avons, M. Mousset et moi-même participé à des réunions dans le quartier et passé des soirées avec ces jeunes pour les informer sur le travail. Car l'information leur manque énormément. Pour l'instant seules sont possibles des interventions ponctuelles, dans le quartier même, sans souci primordial de rentabilité. Tout ce qui est fait pour eux jusqu'ici est

le fait d'initiatives individuelles ou d'un petit groupe.

M. Mousset : « Il faudrait se demander à qui il incombe en fait, de faire quelque chose pour ces jeunes ? »

M. Roger : « Bien souvent, ils n'ont pas le niveau du C.E.P. Leur niveau intellectuel étant insuffisant, ils seraient refusés dans un centre de formation. Quand bien même, l'un ou l'autre s'y retrouve, il ne peut y rester : la vie collective lui est difficile et il perturbe le groupe ».

M. Mousset : « Nous souhaiterions que s'ouvrent des centres, à leur niveau de culture où l'on ne travaille pas à plus de quinze personnes. Ils seraient ainsi mieux préparés à l'intégration sociale. De notre côté, ici à l'agence nous pourrions améliorer l'accueil, former des conseillers sensibilisés à leur situation particulière.

Il faudra bien qu'un jour on s'intéresse vraiment à ces jeunes et qu'on aille plus loin que savoir qu'ils existent. Il y a un pas de plus à franchir !

Mais il faut aller vite : le nombre d'inadaptés sociaux ne cesse de grimper.

QUAND ON MODERNISE LA CRÈCHE DE MOULIN

Depuis près d'un an, la crèche de la place Déliot est livrée aux corps de métier. Ses locaux s'agrandissent et surtout se modernisent. La crèche de Moulins est la plus vieille de Lille et elle méritait bien qu'on se penche sur son sort, dans l'intérêt et le confort de ses jeunes occupants. Jusque juin, les travaux avaient pu se poursuivre sans troubler la marche de la maison. Mais le raccordement de l'ancien au nouveau local, l'installation du chauffage, supposaient la fermeture totale de la crèche. Ce fut fait, au moment où cela devait gêner au minimum les mères de familles : les vacances. Seulement, depuis l'automne est revenu et le chantier continue. La crèche n'a pu réouvrir ses portes comme prévu, or on pensait qu'en septembre... N'ayant aucune nouvelle, les mères des 70 enfants concernés se sont inquiétées.

UNE LETTRE...

Une lettre de Mme Delepiere, militante A.P.F., est arrivée en mairie début octobre, adressée à M. le Maire :

« Si en juillet, lors de la fermeture de la crèche, les familles avaient été prévenues, grande a été leur surprise lors de leur retour de vacances, le 2 septembre. N'est-il pas de la responsabilité de la mairie de prévenir par lettre individuelle, chaque famille des raisons du retard et leur faire connaître la date de réouverture. Si certains enfants ont pu être accueillis par d'autres crèches, il n'en a pas été de même pour tous faute de moyens de transport direct. Ces familles se voient dans l'obligation de compter sur des voisins ou des parents... »

A LA RECHERCHE D'AUTRES BRAS

Mme Francine Herbert, mère d'un enfant de la crèche :

« Quand la direction de la crèche nous a annoncé la fermeture, nous les mères de famille avons bien accepté. Pour deux mois on pouvait bien se débrouiller ; placer l'enfant dans une autre crèche. Comme je suis enseignante, j'ai repris mon enfant durant l'été. Mais, quand je suis rentrée à la mi-septembre, j'ai trouvé la porte de la crèche fermée.

TOUS PERMIS
MÉTHODE MODERNE

**NORD
AUTO-ÉCOLE**

24, rue Royale
LILLE
Tél. 51.08.21

Bernard
BEUGNET

DES FOURRURES A VOUS FAIRE RÊVER

La Maison KRETZSCHMAR vous présente sur cinq étages, des milliers de manteaux de grande classe à des prix sensationnels.

En plus de sa splendide collection, elle vous offre en grande exclusivité les somptueux modèles « Dior Boutique ».

De très jolis manteaux trotteur en agneau, chevrete, lapin, depuis 950,00 F, en Asmara, 1 550,00 F.

Dans les salons de prestige, les dernières créations en pattes d'ocelot, panthère, agneau des Indes, 1 950,00 F ; fossettes de renard, ragondin, marmel, rat d'Amérique, dep. 2 850,00 F ; l'astrakan, fourrure sobre et habillée, en pleine peau, avec col vision, depuis 3 400,00 F ; vision pleine peau ranch, pastel tourmaline, depuis 7 600,00 F ; et toutes les fourrures somptueuses.

Très importante collection vêtement en mouton retourné, 3/4, 600 F ; manteau, 1 000 F.

Cuir et daim, manteau, 550 F ; veste et blouson, 290 F.

Rayon spécial pour homme.

Reprise en compte de vos anciennes fourrures.

Facilités de paiement.

Catalogue gratuit sur demande.

FOURRURES KRETZSCHMAR

9 et 11, RUE DES TANNEURS, LILLE
ouvert tous les jours et dimanche matin

In extremis, j'ai dû chercher une nourrice, mais Medhi, mon gamin ne se plaisait pas chez elle. De plus c'était très cher ! Je me suis débrouillée toute seule pour le placer à la crèche, boulevard de Metz... Mais pour y aller, c'était toute une expédition ! Pas moins de deux bus ! J'ai dû, pour finir, le confier à mes parents qui habitent Tourcoing. Je ne vois plus mon enfant. Ce gosse, « balade » de-ci de-là, ce n'est pas bon non plus. La

crèche lui convient parfaitement. Là, c'est incroyable ce qu'il s'est éveillé, entouré par d'autres enfants, bien soigné. Je n'ai rien à reprocher à la crèche, bien au contraire. Seulement, nous les mères, nous aurions aimé que l'on fasse un peu plus de cas de nous, que l'on nous dise par lettre, par une rencontre, ce qui se passe. Je sais que des communiqués sont passés dans la presse locale, mais je ne suis pas sensée être une lectrice ».



DES IMPRÉVUS FACHEUX

Mme Dallenne, directrice de la crèche, place Déliot :

« Que certains parents soient ennuyés, cela est dommage. De mon côté, je les ai informés à temps de la fermeture en juin, afin de leur permettre de prendre des dispositions. Pour les vacances nous avons trouvé des solutions d'attente : les enfants dont les parents ne prenaient pas de congé ont été placés, pour la plupart, dans d'autres crèches, dont les lits étaient libérés en raison des vacances. Côté chantier, nous avons eu de désagréables surprises, les travaux n'ont pu avancer comme nous l'espérions. De plus la Société Homme-Travaux qui travaillait pour la crèche a été mise en liquidation. Il a fallu trouver un remplaçant. Ce sont des impondérables ».

Le docteur Mollet, adjoint délégué aux crèches-pouponnières :

« Depuis le début des travaux de construction de la nouvelle aile et de la réfection totale de l'ancien bâtiment, j'ai suivi pas à pas l'évolution du chantier. Des incidents divers, les uns très importants comme la mise en liquidation judiciaire de l'entreprise chargée du gros œuvre, les autres plus légers (difficultés d'approvisionnement en matériel) sont venus constamment entraver la bonne marche de l'ouvrage. Je n'insisterai pas sur tous les avatars survenus aux anciennes canalisations d'écoulement, de chauffage et d'adduction ; ceux-ci, prévisibles en partie, ne permettent pas d'évaluer le temps apporté au retard de la finition. Chaque particulier, comme chaque responsable d'une collectivité, sait bien que ces retards sont courants et presque obligatoires ; ce n'est donc pas la première fois que la mise en route d'un équipement ne s'effectue pas à la date supposée le plus justement possible. »

« Je ne peux que répéter que le maximum de précautions a été pris pour la rentrée des enfants en septembre, par l'admission dans les

autres crèches de la ville ; certaines propositions se sont révélées trop difficilement exécutables pour quelques familles (distance, moyen de transport). Dans la majorité des cas, des solutions ont été trouvées et il n'y a vraiment pas lieu de généraliser les réclamations en réalité très peu nombreuses de rares parents. »

« Nous avons eu l'espoir et le projet d'ouvrir très prochainement les nouveaux locaux, et la date d'ouverture a dû être reculée d'étape en étape, en raison de l'escalade des avatars cités tout à l'heure ; ceci explique en grande partie que chaque famille n'a pu être tenue au courant individuellement par une lettre de nos services, mais nous rappellerons néanmoins que de nombreuses informations ont été transmises par la voie de la presse écrite. »

Une visite récente du chantier par tous les responsables nous laisse plus sereins. Au maximum, les enfants seront de nouveau admis courant décembre, et peut-être bien avant, mais nous préférons ne pas nous attirer de nouvelles protestations injustifiées pour toutes les personnes qui se sont données avec beaucoup d'ardeur à cette rénovation.

Nous terminons sur une note d'optimisme en vous dévoilant seulement une partie du secret : cette rénovation de la crèche constituera finalement une bonne surprise pour les usagers que sont nos concitoyens ».

Pour vos
SOINS et PIQURES
à domicile

Mme André CANDELA

Infirmière diplômée d'État
Agréée par la Sécurité sociale

57/1, avenue Kennedy
à LILLE - Tél. 52.06.38

Le dur ramadan des pauvres

Cinq cents millions de Musulmans observent, ou doivent observer en principe, depuis le 18 septembre le jeûne comme le prescrit rigoureusement la religion. Dans tous les pays, où l'Islam est religion d'État, le mois du Ramadan est celui de la prière, du recueillement, de l'expiation et des discours liturgiques nombreux.

La doctrine religieuse musulmane est stricte. Elle repose sur cinq prescriptions fondamentales, outre le livre saint (le Coran), qui constituent ses « piliers », s'ordonnent d'une façon cohérente et exigent aussi une fidélité non moins rigoureuse. Il s'agit de la foi (Chahada) et de la proclamation en un seul Dieu, unique et puissant ; de la prière canonique (Aç Çalât), pratiquée cinq fois par jour, précédée d'ablutions rituelles et fort différente de plusieurs autres ; de la taxe rituelle ou de l'aumône (zakât) que la religion impose comme obligation fondamentale et formelle, notamment aux plus aisés ; du pèlerinage à La Mecque (Al Hajj) pour ceux des fidèles qui peuvent se l'offrir ; enfin, du jeûne (Aç Çaoum), mois sacré de Ramadan que chaque personne adulte doit observer.

Parmi les cinq piliers, le Ramadan occupe une place à la fois particulière et peu commune. Certes le jeûne en lui-même n'est guère une originalité propre à l'Islam. Toutes les religions connaissent sans doute un carême qu'elles ont institué selon le cadre historique, imposé et fait observer selon l'évolution des mœurs. Cependant le jeûne chez les Musulmans relève d'une éthique et d'une rigueur, voire même d'un dogmatisme qui n'existe nulle part ailleurs...

Bien des jours avant le Ramadan les gens, hissés sur les toits, commencent à contempler le ciel, scrutant l'horizon pour repérer le croissant lunaire qui, seul, annonce le jour « J ». La date du départ du calendrier

musulman correspond, en effet, à celle de 622, de l'ère chrétienne, date à laquelle le prophète Mohammed a été contraint de quitter La Mecque pour prendre le chemin de l'exil (Al Hajirat) vers Médine.

Lorsque la lune est aperçue, elle est annoncée à grands cris, à grands renforts de signaux. La nouvelle est tout de suite communiquée dans toute la cité. Les lumières s'allument et toute une vie nouvelle, nocturne pour ainsi dire, s'installe durant le mois du Ramadan.

Une journée de jeûne est généralement observée, de l'Indonésie au Maroc, de la même façon à quelques décalages horaires près. L'abstinence de toute nourriture, de toute boisson, de toute sensation, qu'elle soit sexuelle ou simplement corporelle, est respectée or-

Un article
de Hassan KACIMI

dinairement de l'aurore au crépuscule. Seules les personnes malades, les très jeunes (n'ayant pas encore l'âge de la puberté) ou en mission, autrement dit en voyage, peuvent rompre le jeûne s'ils le désirent. La possibilité existe, pour ces personnes, de pouvoir et devoir récupérer ces journées ultérieurement.

Cela dit beaucoup de fidèles préfèrent, en dépit de la loi religieuse, et de l'esprit tolérant manifesté à cet égard, ne pas rompre leur jeûne et s'obstinent à refuser médicaments, remèdes quand ils sont en état de souffrance. Plus celle-ci existe et persiste, pense-t-on en général, plus le jeûne est valable et le sacrifice grand, exemplaire est le comportement.

Beaucoup de travailleurs immigrés, résidant en France au moment du Ramadan, pensent qu'il va de soi d'accomplir, et même très « stoïquement », le jeûne,

compte tenu des grandes difficultés qu'ils rencontrent. Le mérite n'en est que plus grand naturellement. L'attachement tenace aux valeurs et aux traditions va même jusqu'à pousser beaucoup d'entre eux à respecter « stricto sensu » les règles du jeûne, à se lever la nuit pour préparer le repas rituel, à faire les ablutions et les prières et se recoucher quelques heures seulement avant de repartir au « boulot »... On doit garder dans l'esprit, cependant, que au départ le Ramadan ne pouvait nullement tenir compte de l'ère industrielle, de l'encadrement de l'homme, de l'usage du temps qui le guette. Dans le cadre actuel des choses, à plus forte raison dans l'État industriel ou s'industrialisant il est légitime de poser la question sur la valeur exemplaire du mois de jeûne !

Un travailleur, charrié par les horaires de travail dur, trimant du matin au soir, peut-il observer le jeûne et se soumettre à un régime aussi draconien ? Jusqu'à un certain point peut-il continuer à défier les exigences de la vie moderne et les contraintes se déployant et qui le défient incontestablement à leur tour ? C'est à croire que le président Bourguiba, de Tunisie, a très bien compris cet aspect fondamental de la chose lorsqu'il a libéralisé le carême, voire même la religion, faisant de celle-ci non une affaire d'État, mais l'affaire de chacun, de l'individu tout court.

Résistance, abnégation des travailleurs, accomplissement jusqu'au terme du mois de Ramadan, mais à quel prix, face au technocratie, au renouvellement des rapports sociaux qui en résultent ? Il ne faut pas oublier aussi que, selon le Coran, « Jeuner est un bien pour vous et que c'est une direction pour les hommes, une manifestation claire de la direction et de la loi... et que c'est surtout pour le bonheur des hommes et leur bien-être physique que le jeûne a été introduit ».

photo X...



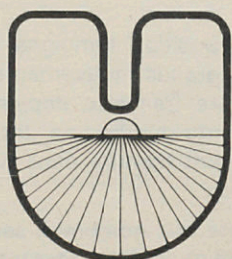
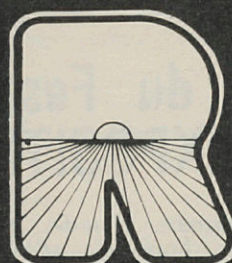
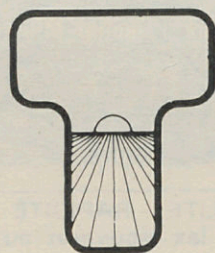
**industriels
commerçants
particuliers**



**POUR ENLEVER ET EVACUER
TOUT CE QUI VOUS ENCOMBRE
ET VOUS EMBARRASSE**

**SPECIALISTE DE LA COLLECTE
HERMETIQUE DES ORDURES
MENAGERES**

62, rue de la Justice - LILLE -
Tél. : Trullille 12913
Tél. (20) 54.26.94
(20) 57.26.42





LES BONNES TABLES

Mandibule ce mois-ci s'est embourgeoisé et a revêtu quelques instants les fastes du siècle dernier : en effet ses pas l'ont conduit au Castel qui, comme son nom l'indique, est une très jolie demeure à tourelles et clochetons entourés d'un magnifique parc aux arbres centenaires. Outre ses salons particuliers de style empire, Louis XVI ou rustique, une salle de conférence aménagée spécialement et un romantique jardin d'hiver, le Castel met à votre disposition son parking privé.

Les menus y sont gastronomiques à partir de 45 F, mais uniquement sur réservation, l'hôtesse des lieux se fera un plaisir de vous

faire découvrir elle-même les spécialités du maître de maison ainsi que sa cave.

Que vous soyez peu ou nombreux, petites ou grandes tables sont là pour vous accueillir à moins que vous ne préfériez le buffet campagnard ou classique.

Prix spéciaux pour séminaires.

MANDIBULE

LE CASTEL

120, rue Général-de-Gaulle, Saint-André
Tél. 55.88.20 - 51.68.20

Propriétaires : M. et Mme Pierre Milowski.

pour les fines bouches de **métro** **ARTICHAUTS BERGÈRE**

(recette de Françoise Bernard)

Pour 4 personnes

Préparation et cuisson 30 minutes

Ingrédients :

- Fonds d'artichauts assez gros Maurice Bougault.
- 1 boîte de champignons émincés et grillés au beurre des Charentes (180 g) Maurice Bougault.
- 40 g de beurre
- 1 cuil. à soupe de crème fraîche
- Sel, poivre

Béchamel :

- 1 cuil. à soupe rase de farine
- 20 g de beurre
- 1 verre de lait
- Muscade
- Sel, poivre.

Béchamel : mélangez sur le feu le beurre et la farine à l'aide d'un fouet à sauce. Incorporez le lait froid, sel, poivre et une pincée de muscade râpée. Tournez jusqu'à épaississement. Laissez mijoter 5 mn. Hors du feu, incorporez la crème fraîche et le contenu de la boîte de champignons émincés.

Égouttez les fonds d'artichauts avec soin. Faites-les revenir légèrement à la poêle avec un peu de beurre. Disposez-les dans un plat à gratin. Recouvrez-les de béchamel. Mettez une noisette de beurre sur chacun. Glissez à four moyen (th. 5/6) de 5 à 10 mn.

Pour un service plus pratique, mettez les fonds d'artichauts Bergère à gratiner dans des plats à œufs individuels en porcelaine à feu.



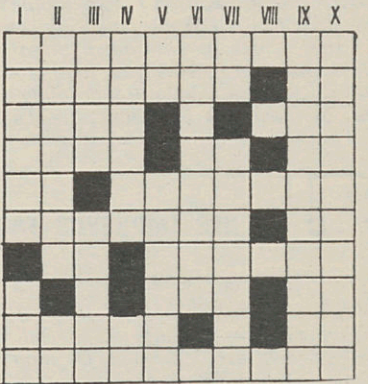
Photos J. MASSON - NAPPE NYDEL

SOLUTION DES MOTS CROISÉS LILLOIS

HORIZONTALLEMENT. — 1. Ramponneau. — 2. Aboukir. Un. — 3. Mère. Oit. — 4. Eléb. Pl. AV. — 5. Aa. Léonore. — 6. Urbaine. CR. — 7. Da. De Rais. — 8. Est. Ol. — 9. Coder. Ut. — 10. Epoussetée. **VERTICALEMENT.** — 1. Rameau. Ice. — 2. Abélard. Op. — 3. More. Bardo. — 4. Puébla. Eu. — 5. OK. Eiders. — 6. Nip. — 7. VII. NR. Inertie. — 8. IX. Autarcique. — 9. X. Université. — 10. Pont lillois qui évoque un coup de poing. — 11. Rue proche de Wazemmes... et victoire de Bonaparte. Tout seul. — 12. La plus aimée. Ta personne (en désordre). — 13. Ile où régna Napoléon (en désordre). Lettre grecque. Phonétiquement : prière. — 14. Fleuve côtier du Nord. Autre nom de l'agripaume. — 15. Principale qualité de la Communauté de Lille. Dans un cri. — 16. Affirmation russe. Ce Gilles fut maréchal de France avant de devenir un ogre. — 17. L'un des deux cimetières de Lille. Abrège le quotient intellectuel. — 18. Traduire en code. Note. — 19. Elle ne garde plus de poussière. — 20. Musicien français et palais lillois. Un froid souvent associé à « cream ». — 21. Rue du Faubourg-d'Arras et amant d'Héloïse. Fleuve italien inversé. — 22. Un des Berbères qui conquièrent l'Espagne. Traité qui établit le protectorat français sur la Tunisie. — 23. Ville mexicaine et rue proche de la Préfecture du Nord. Ville normande. — 24. Approbation familière aux USA. Oiseaux recherchés pour leur duvet. — 25. Japonaises. — 26. Dans le Nord. La force la moins énergique. — 27. Qualifie la vie en économie fermée. — 28. Celle de Lille se transfère aujourd'hui à Villeneuve-d'Ascq.

MOTS CROISÉS LILLOIS

HORIZONTALLEMENT. — 1. Pont lillois qui évoque un coup de poing. — 2. Rue proche de Wazemmes... et victoire de Bonaparte. Tout seul. — 3. La plus aimée. Ta personne (en désordre). — 4. Ile où régna Napoléon (en désordre). Lettre grecque. Phonétiquement : prière. — 5. Fleuve côtier du Nord. Autre nom de l'agripaume. — 6. Principale qualité de la Communauté de Lille. Dans un cri. — 7. Affirmation russe. Ce Gilles fut maréchal de France avant de devenir un ogre. — 8. L'un des deux cimetières de Lille. Abrège le quotient intellectuel. — 9. Traduire en code. Note. — 10. Elle ne garde plus de poussière.



VERTICALEMENT. — I. Musicien français et palais lillois. Un froid souvent associé à « cream ». — II. Rue du Faubourg-d'Arras et amant d'Héloïse. Fleuve italien inversé. — III. Un des Berbères qui conquièrent l'Espagne. Traité qui établit le protectorat français sur la Tunisie. — IV. Ville mexicaine et rue proche de la Préfecture du Nord. Ville normande. — V. Approbation familière aux USA. Oiseaux recherchés pour leur duvet. — VI. Japonaises. — VII. Dans le Nord. La force la moins énergique. — IX. Qualifie la vie en économie fermée. — X. Celle de Lille se transfère aujourd'hui à Villeneuve-d'Ascq.

le Choix, la Qualité, la Fraîcheur

le Sourire et : LES MEILLEURES HUITRES

Poissonneries DELARUE

- A LILLE : Halles de Wazemmes, matin, tél. 57.66.68
- A LA MADELEINE : 147, rue de Marquette, tél. 55.32.75
108, avenue Saint-Maur, tél. 55.51.63
- MARCHÉS DE LILLE ET BANLIEUE

CHOISIR

MEO

c'est s'y connaître en Café

Le seul café diplômé « Prestige de la France »
pour l'excellence de sa qualité

Pour tout
événement heureux

consultez un spécialiste

J. CARON

votre bijoutier

31, r. de l'Hôpital-Militaire

LILLE

Tél. 57.49.54.

Machine à adresser
SCRIPTOMATIC

État neuf - A vendre

60 % de sa valeur, y compris accessoires et fichiers de 20 000 adresses abonnés téléphone. Lille-Roubaix-Tourcoing et environs, ayant servi une seule fois. Téléph. pr renseignements complém. : 54.88.12.

forTAYLOR

15, rue Jean-Roisin LILLE - Tél. 54.82.72

**FOURNITURES
COUTURE**

MERCERIE MODERNE

1, parvis Saint-Maurice
LILLE - Tél. 55.31.48

QUALITÉ - RAPIDITÉ - CONFORT
vous les trouverez au restaurant libre-service

flunch FORUM

33, AVENUE CHARLES-SAINT-VENANT
ouvert tous les jours même le dimanche 11 h 15 à 22 h

Dans le cadre du Festival de Lille UNE MAGNIFIQUE EXPOSITION DE PEINTURE

Le Festival de Lille joint cette année, à son programme musical de qualité, une exposition qui passionnera les amateurs d'art : « Cent ans de peinture française dans les collections du Nord ». Cette exposition qui se tient au palais des beaux-arts regroupe en effet des toiles signées des plus grands maîtres.

Les Lillois pourront admirer : Pouchin, Germain, Dourdin, Kijno, Onoïre, Pichette, Magnelli, Nicolas De Stael, Dodin, Hermandez, Lundshom, Millecamp, Zadkine, Vuillard, Poaucht, Bryen, Lanskoj, Ubac, Atlan, Da Silva, Riopelle, Bissière, Coat, Rozo.

Cette exposition témoigne à la fois des grands mouvements de la peinture française depuis un siècle et du dynamisme des artistes ayant travaillé dans notre région.

Nul doute que nombreux seront les visiteurs qui profiteront de cette occasion qui leur est offerte d'admirer de si grandes œuvres.



Des émissions percutantes

Je m'étais juré que, pour une fois, je ne vous parlerais ni de radio ni de télévision. Mais quand l'actualité impose sa loi, que faire ?

Les ennuis ont commencé à l'O.R.T.F. Mécontents de la peine capitale prononcée contre l'office, les hommes de télé font grève, manifestent et se dirigent vers la maison du quai Kennedy. Le pouvoir estime nécessaire de faire encercler le bâtiment rond par les gendarmes mobiles.

Voilà bien, se disent les braves gens, à quoi mène la nationalisation. Plutôt que de prévoir six ou sept nouvelles sociétés d'État pour remplacer l'O.R.T.F., on ferait bien mieux de se diriger vers la privatisation. Dans les postes périphériques, régis par la libre entreprise, ça marche bien mieux !

On en est là quand, le 11 octobre, dans les studios d'Europe 1, c'est le coup de tonnerre. Au cours de l'émission « Il y a sûrement quelque chose à faire », Pierre Bellemare s'accroche avec un de ses invités qui lui envoie une gifle, avant de se faire secouer par les adjoints du célèbre meneur de jeu (de mains). On avait déjà vu les invités de certaines émissions partir en claquant la porte. Si c'est maintenant aux animateurs qu'ils s'en prennent, où va-t-on ? C'est ce que doivent se demander les représentants de la loi qui, une fois de plus, ont été appelés.

Alors puisque les gens de radio et télé sont gens turbulents, qu'ils soient publics ou privés, puisqu'ils sont toujours prêts aux arrêts de travail intempestifs, puisqu'il faut toujours avoir recours aux forces de l'ordre, pourquoi ne pas précéder l'événement et confier les ondes à des hommes qui ont l'habitude d'obéir sans hésitation ni murmure. C'est à l'Armée de faire fonctionner les émetteurs. On a bien envoyé les conscrits remplacer les boueux ou les gardiens de musée quand ces catégories de salariés faisaient grève... Et ça résoudrait le problème des temps morts du service militaire.

Que de belles veillées en perspective, « Ouvrez les guillemets » remplacée par « Ouvrez le ban ». Une fois par semaine « Au théâtre des opérations ce soir ». Le lendemain « Les dossiers du deuxième bureau ». Chaque mois, une nouvelle version de « Lettres ouvertes », améliorée sur les conseils de Françoise Groud : « Française militaire ». Et des millions de téléspectateurs allant quotidiennement se coucher au son de l'extinction des feux !

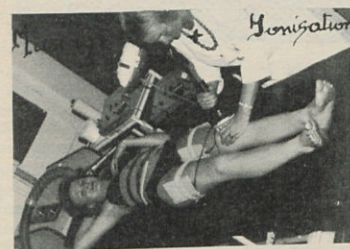
Hélas, ce n'est qu'un rêve, car la contestation s'est aussi installée dans l'Armée. Roger Chinaud, secrétaire général des Républicains indépendants, s'en inquiète. Lui qui avait déjà été un des plus féroces procureurs à requérir contre l'O.R.T.F., il s'en prend aux porteurs de képis, à propos de la manifestation du contingent dans les rues de Draguignan :

« A partir du moment où on veut donner à la jeunesse l'exemple de l'ordre et de la tenue, j'estime inadmissible qu'un chef de corps aille se promener dans la rue pour discuter avec des soldats qui le chahutent... En l'occurrence, ce chef de corps avait des supérieurs qui auraient peut-être dû faire quelque chose ».

Il y a sûrement quelque chose à faire !... Mais, n'est ce pas le slogan de Pierre Bellemare. Alors nommons ce dernier chef d'état-major en lui disant quand même de prendre garde au soufflet !

Daniel MITRANI

Maigrir à Lille sur mesure chez SIRENABELLE



Sous surveillance compétente vous maigrissez sur mesure de 3 à 4 kg en dix séances, selon les besoins de votre silhouette et de votre personnalité et des mé-

thodes éprouvées et perfectionnées : **massages** par jet d'air discontinu permettant le pétrissage manuel et le drainage des graisses, sans traumatisme ; **ionisation**, application de produits naturels ; **sudation** contrôlée en sauna, **gymnastique**, dirigée par ex-professeur de culture physique, préparatoire à tous sports dont le ski : quinze techniques depuis quinze ans au service de la ligne et de la beauté féminine et de la santé psychique qui en dépend.

142, rue de Wazemmes, tél. 54.64.74, parking assuré.



Les assises du socialisme

J'ai participé aux assises du Socialisme qui se sont tenues à Paris les 12 et 13 octobre 1974.

Étonnante mais dynamique rencontre qui réunissait 1 500 militants, venus d'horizons très différents, pour confronter leur expérience du socialisme. Ils ont montré comment ils militaient pour le socialisme :

- ces syndicalistes qui revendiquent pour la justice dans leurs entreprises ou leur vie professionnelle ;
- ces militants familiaux qui défendent les consommateurs et les usagers ;
- ces militants chrétiens qui cherchent à acquérir une formation communautaire.

Leur action rejoint le combat des militants politiques du P.S. et du P.S.U. Avec eux, ils travaillent à « changer la vie ». Changer la vie, faire basculer le vieux monde, pour le remplacer par une société dont le moteur serait l'autogestion et la finalité, le développement : tel fut l'objet des discussions des carrefours et des interventions des grands leaders.

Comme le soulignait François Mitterrand : « Les circonstances ont voulu que les assises se tiennent au moment où le monde capitaliste connaît des difficultés sans précédent. Cette rencontre entre le rassemblement des Socialistes et les difficultés du capitalisme n'est pas un effet du hasard. L'attraction du Socialisme s'exerce sur des secteurs de plus en plus larges de l'opinion. Ces progrès impliquent une réévaluation doctrinale ». Tous ceux qui ont analysé le projet de société socialiste qui servait de base à ces débats ont affirmé que le contrôle du pouvoir devait se substituer à la délégation et au système hiérarchique et que la notion de développement devait remplacer la croissance.

Le souvenir de mai 1968 planait sur tous les débats, et parmi les participants, ceux qui étaient encore étudiants il y a six ou sept ans se sentaient très à l'aise pour reconstruire le monde... Les militants politiques plus anciens, notamment ceux venus de la S.F.I.O. s'inquiétaient quelquefois du manque de réalisme de certaines interventions. Ils savent, par expérience que la gestion des affaires publiques et la prise du pouvoir, qui constituent l'objet même de l'engagement politique, réclament rigueur et discipline. Pour eux, mai 1974 et la bataille présidentielle étaient tout proches.

Après s'être accordés sur un modèle de société, les participants des assises devaient se poser le problème de la réorganisation du Parti politique.

Les militants des deux autres composantes des assises sont-ils prêts à adhérer au P.S. et à l'enrichir de toute leur

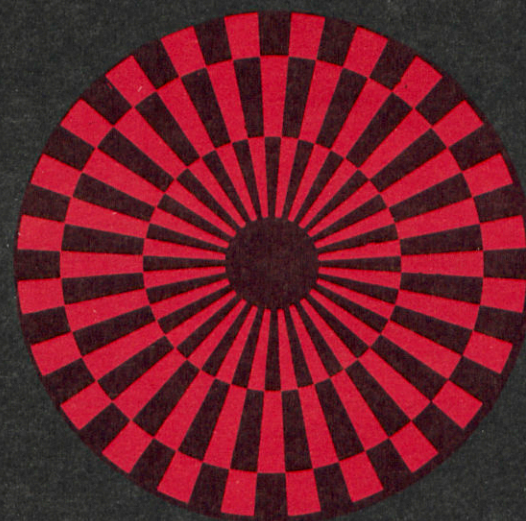
par Monique BOUCHEZ

expérience ? Ou bien la venue de ces forces nouvelles implique-t-elle une organisation politique nouvelle ? « Le Parti des socialistes » comme l'appelaient certains intervenants sera-t-il différent du parti socialiste qui est né au congrès d'Épinay en 1971 ? Telles sont les questions que beaucoup se posaient à Paris le 13 octobre. Pierre Mauroy devait y répondre en concluant les Assises :

« Si l'organisation politique doit nécessairement globaliser les luttes, leur donner un prolongement politique, la diversité du militantisme sera préservée, et même renforcée, pour traduire au plus près les revendications de toutes les couches sociales en mouvement contre le système d'exploitation capitaliste.

Ainsi, loin de nous inquiéter cette diversité nous conduira d'un parti à la structure linéaire à un parti multiforme, peut-être plus difficile à conduire et à animer, mais en tout cas plus riche des expériences vécues sur le terrain ».

Il appartient maintenant aux militants de la base de décider. Ils sont déjà convaincus avec François Mitterrand que « La victoire de la Gauche sera la victoire de chacun de ceux qui la composent qui y trouveront force et renouvellement ».



COMPAGNIE GENERALE DE CHAUFFE

EXPLOITATIONS ET INSTALLATIONS THERMIQUES

En France et à l'étranger, la COMPAGNIE GÉNÉRALE DE CHAUFFE apporte une solution complète aux problèmes thermiques des chauffages à distance : grands ensembles immobiliers, établissements hospitaliers, établissements publics, établissements universitaires et d'enseignement, établissements industriels, 37, avenue du Maréchal De Lattre de Tassigny - 59350 St-André-lez-Lille Tél. : 55.85.60 - 55.80.70.



Être coopérateur en 1974

VIEILLE idée que celles de la solidarité, de l'entraide humaine. Mais faire de cette idée, le véritable moteur de l'activité économique, voire seulement d'une activité économique n'a été possible qu'au cours du XIX^e siècle. La coopérative, la « Coopé » comme nous disons familièrement dans le Nord, est née de la pauvreté des ouvriers de cette époque, qui voulaient tirer un meilleur parti de leurs maigres ressources, et en même temps gagner en dignité. Peut-être cette origine explique-t-elle un sentiment parfois rencontré selon lequel la coopérative est un magasin modeste où les plus démunis se répartissent les produits de première nécessité. Ainsi en arrive-t-on parfois à se demander comment peut-on être coopérateur en 1974 ?

● **Être coopérateur en 1974**, c'est d'abord, comme toujours, s'unir sur la base d'un lien de confiance et de solidarité pour répartir entre soi le résultat de l'activité commerciale de distribution (c'est la « ristourne ») et dès lors supprimer toute notion de profit prélevé sur les besoins que cette activité entend satisfaire.

Mais pour autant, le coopérateur veut comprendre le système économique. Il ne se contente pas des coups de projecteurs ou des éclaircissements brutaux sur tel prix ou tel article, il cherche à savoir le comment et le pourquoi des choses. Il attache plus d'importance au juste prix qu'au bas prix, sachant bien que trop souvent, le prix unitaire le plus bas ou bien cache une qualité, voire une quantité, insuffisante, ou bien sert à attirer le chaland afin de mieux le séduire avec des articles à marge élevée dès qu'on l'aura sous la main (c'est la fameuse théorie de « l'îlot de perte dans un océan de profit »), ou bien encore résulte du report partiel sur des articles de marque de superbénéfices acquis sur des produits malaisément contrôlables.

● **Être coopérateur en 1974**, c'est faire confiance à sa coopérative, en sachant que ses conceptions morales lui interdisent de recourir à des procédés illégaux, voire même douteux ou marginaux. On admettra certes que chaque type de magasin, selon sa surface, ses modalités d'approvisionnement le service de proximité plus ou moins grand qu'il assurera, ait des prix différents. Car le monde impitoyable de 1974 ne permet pas, sans danger pour la survie de l'entreprise même coopérative, de reporter la majeure partie des avantages des grandes surfaces

sur les petits magasins qui desservent les plus handicapés dans leur vigueur physique ou leurs moyens économiques.

Comme hier et vraisemblablement comme demain, celui qui va, en coopérateur, au magasin coopératif, ressent qu'il participe à une entreprise qui est la sienne, où règne une possibilité de discussion et d'information — base de toute démocratie.

Notre photo :

Les coopératives de consommateurs sont de la démocratie économique en actes. Ci-dessus, des militants analysent le bilan de leur société coopérative.

Grâce à cette information, non pas seulement le prix, mais le rapport prix/qualité est recherché aussi bas que possible, par une baisse du prix unitaire, et par une augmentation de la qualité. Lequel est le

Un article de
R. L. SEYNAVE

moins cher du rôti-dindonneau à 9,80 avec 12 % de barde de lard ou du rôti-dindonneau (de même marque) à 9,30 avec 22 % de barde de lard ? Celui à 9,80 évidemment ! (expérience authentique).

● **Être coopérateur en 1974**, c'est contribuer puissamment par un soutien effectif du « Laboratoire coopératif d'analyse et de recherches » qui a joué un rôle considérable dans le développement d'une défense du consommateur sérieuse, indiscutable, respectée par ceux qui la regardent objectivement, crainte par ceux qu'elle gêne : on citera, sans être complet,

l'attention appelée sur le risque du plomb dans les vaisselles, la toxicité des huiles l'attendrissage mécanique des viandes, les conservateurs sur et dans les agrumes.

● **Être coopérateur en 1974**, c'est sentir qu'on a beaucoup collaboré à obtenir un étiquetage amélioré, avec des dates limites de vente en clair, ce qu'appliquaient les usines du mouvement coopératif, toujours en avance en ce domaine : les conserves Coop sont datées en clair depuis près de vingt ans ; dès maintenant les chocolats Coop comportent un étiquetage informatif complet, ce qui demeure extrêmement rare par ailleurs.

Mais la Coopé n'est pas cette personne ridée, au charme fané que certaines se complaisent à caricaturer.

● **Être coopérateur en 1974**, c'est disposer d'un grand nombre de services l'électronique, le mobilier (une salle d'exposition), des hôtels, des centres de vacances, un circuit bancaire propre aux coopérateurs, des assurances de toutes espèces, un crédit ménager honnête le moins coûteux de France. Et quand, à proximité immédiate ou un peu plus distante, le coopérateur de 1974 ne trouve pas ce dont il a besoin, le catalogue de vente par correspondance lui permet de le commander et de se le faire livrer dans son magasin habituel, où il a toujours un interlocuteur réel, humain, où il pourra se rendre pour échanger, en cas de problème, sans avoir besoin de faire un colis, de le porter à la poste, s'épargnant ainsi beaucoup de frais et de soucis.

Comme 130 ans plus tôt, les Équitables pionniers de Rochdale, être coopérateur en 1974, c'est respecter un certain nombre de principes basés sur la liberté, l'égalité des membres, la distribution des excédents, la tolérance des membres les uns envers les autres, et toujours, toujours, participer à un effort d'éducation et d'information économique, en même temps que de solidarité.

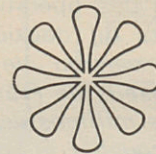
● **Être coopérateur en 1974**, c'est se sentir membre d'une chaîne solidaire de plus de 3 millions de familles en France, héritier de traditions bien vivantes d'humaine compréhension et à travers la satisfaction des besoins réels et non créés artificiellement, dans les meilleures conditions et au moindre coût, témoigner d'une chaleureuse fraternité.

importants
arrivages
dans
les
Garden
Centers

castorama

POUR VOS HAIES

TROENES, 1 m/1,20 m **1,20**
CONIFERES **8,00**
alunii columnaris, 60/80 cm



POUR VOS MASSIFS

ROSIERS, coloris variés **3,80**
TULIPES, 25 oignons de Hollande
+
10 oignons perce-neige **8,80**



PARKING AUCHAN ENGLOS

S.N.F.I.
S.A. CAPITAL 100.000 francs

PROMOTION IMMOBILIERE
VILLAS ET APPARTEMENTS

Siège social : 7, rue Gustave Delory, 59000 Lille - Tél. 57.31.58 et 54.98.10
Service ventes : 11 bis, av. du P.-Kennedy, 59000 Lille - Tél. 54.96.56

S.N.F.I. GESTION

S.A.R.L. CAPITAL 20.000 francs

SYNDIC DE COPROPRIÉTÉ
TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
ADMINISTRATION DE BIENS

Siège social : 7, rue Gustave Delory, 59000 Lille - Tél. 57.31.58 et 54.98.10.
Service ventes et locations : 11 bis, av. du Président-Kennedy
59000 Lille - Tél. 54.96.56

LE FLEURISTE

Une enquête
de
Monique BOUCHEZ

LA JOURNÉE D'UN LILLOIS

Le travail du fleuriste peut être considéré sous l'angle du commerce : il s'agit alors d'un marchand qui vend des fleurs dans un magasin, sur le marché ou en « libre service » ; ou sous l'angle d'un métier qui comporte une grande part d'art : il s'agit alors d'un fleuriste ou, si le terme était français, d'un « floraliste » c'est-à-dire de celui qui présente des fleurs en tenant compte de la variété des espèces, des circonstances et des époques.

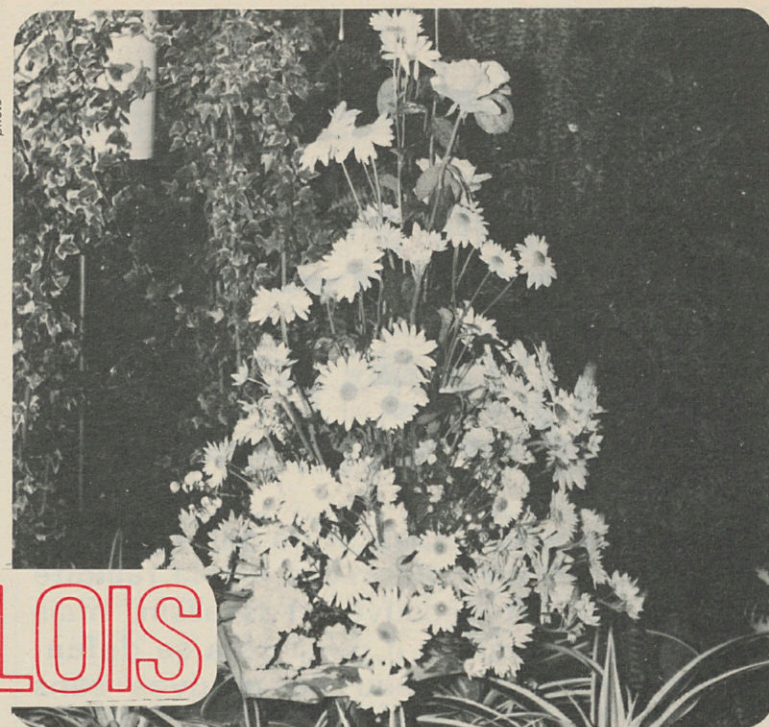
Aujourd'hui ce métier s'apprend dans des écoles spécialisées. A Lille, nous avons la chance

A l'occasion de la Toussaint nombreux sont les Lillois qui se rendront chez le fleuriste pour acheter le traditionnel chrysanthème. Mais combien savent exactement en quoi consiste ce métier ? Pour mieux les comprendre, *Métro* a demandé à l'un des soixante fleuristes de la ville de parler de son travail.

d'avoir une classe de « fleuristerie » au C.E.T. de la rue de Turenne. Une trentaine d'élèves y préparent un C.A.P. en trois ans. Dans d'autres villes c'est la Chambre des métiers qui organise des cours à l'intention des jeunes apprentis, parmi lesquels on compte une majorité de filles. Mais en France il faut reconnaître que les grands fleuristes sont des hommes. Personnellement j'ai découvert mon métier en épousant une fleuriste... ! Actuellement nous nous partageons les tâches ; elle reçoit la clientèle, je suis le gestionnaire mais aussi le créateur des modèles floraux.

plus longtemps, les autres demandent une gerbe ou une composition florale selon leurs moyens. Les Messieurs se décident souvent très vite, ils désignent tout de suite les fleurs qu'ils choisissent dans le magasin... Les Dames hésitent davantage ; elles s'ingénient à harmoniser les fleurs qu'elles achètent avec le décor de l'appartement où elles seront présentées. Et elles ont raison, il faut être très attentif au style du cadre dans lequel devront vivre les fleurs.

Beaucoup mieux que des mots, les fleurs expriment les sentiments : elles manifestent la reconnaissance, elles traduisent les félicitations, elles témoignent



de la sympathie, elles prolongent la présence du visiteur... C'est pourquoi on peut dire qu'il existe un langage des fleurs. Celles-ci accompagnent chacun des grands événements de la vie familiale : naissances, fiançailles, mariages, funérailles, auxquels il faut ajouter les fêtes des Mères, de la Saint-Valentin, de la Toussaint et de fin d'année.

De même les réceptions officielles se font toujours avec des fleurs, et l'on n' imagine plus d'inaugurations ou de visites de personnalités sans décorations florales. J'ai personnellement été chargé de fleurir les wagons dans lesquels de Gaulle, Krouchtchev sont venus à Lille.

que 10 % du chiffre d'affaires des fleuristes se fait par l'intermédiaire d'Interflora. Ceci ne signifie pas que les Lillois n'aiment pas les fleurs, bien au contraire, les événements comme les floralies, en 1951, ou tout récemment la fête des bégonias, contribuent fort heureusement à développer leur goût pour les fleurs.

En conclusion, il y aurait lieu d'évoquer l'aspect commercial de notre métier. Comme tout commerçant nous nous adressons à des grossistes, ou directement au M.I.N. (Marché d'intérêt national). Nous traitons également avec des commissionnaires ou avec des horticulteurs. Faut-il ajouter, enfin, que nous devons compter 10 à 25 % de perte sur les fleurs que nous achetons, car honnêtement nous ne pouvons pas vendre des fleurs trop épanouies. Vendre des fleurs c'est procurer de la joie, et nous souhaitons qu'elle dure le plus longtemps possible.



UN HORAIRE DE TRAVAIL ASTREIGNANT

C'est un métier très fatigant parce qu'il implique un très grand nombre d'heures de présence : au minimum 70 heures par semaine. En effet, il est pratiquement impossible de fermer le magasin le samedi ou le dimanche matin, jours où traditionnellement on achète des fleurs. De plus on ne peut se soustraire à la servitude de livrer des fleurs à des heures déterminées par les événements que sont les mariages, les réceptions ou les funérailles. Des clients différents passent commande pour la même occasion, ce qui suppose de nombreuses livraisons à la même heure, et entraîne un surcroît de travail le matin ou le soir qui précède la cérémonie.

Par contre, contrairement à une opinion répandue, le fleuriste ne

travaille pas dans le froid. Une température de 15° convient parfaitement aux fleurs qui, par ailleurs, peuvent être stockées dans une vaste chambre frigorifique. Mais un degré de 65 à 70 % d'humidité doit être maintenu dans le magasin pour permettre un bon départ de l'épanouissement de la fleur, et cette atmosphère humide peut gêner certaines personnes qui la supportent difficilement.

Mais à côté de ces petits inconvénients, c'est un métier qui comporte beaucoup de joies. Joie de travailler des matières vivantes et belles ; la jouissance de créer une composition florale peut se comparer à celle qu'éprouve le peintre quand il fait un tableau et puis chaque saison apporte à notre travail tout un renouvellement.



LES LILLOIS AIMENT LES FLEURS

Faut-il parler de mode à propos des fleurs ? Sans doute puisque, par exemple, pour les mariées actuellement nous utilisons tous les tons pastels, ce qui n'aurait pas été pensable il y a une dizaine d'années. De plus certaines variétés sont plus ou moins en vogue, depuis quelque temps les fleurs exotiques telles que les Héliconias, les Anthuriums et les Prothéas sont très demandées...

Mais le renouvellement du goût se manifeste surtout dans la réalisation des bouquets où l'on mélange davantage les teintes qu'auparavant. Quant aux compositions florales, ce sont elles qui démontrent le plus l'évolution de l'art floral. L'in-

fluence du Japon a joué un grand rôle, elle se fait moins sentir actuellement... mais notre clientèle est de plus en plus attirée par ces compositions. Il faut cependant dire que l'emplacement du magasin dans la ville détermine le genre de vente du fleuriste. De plus en plus les commandes se font par téléphone, le client fixe la somme à dépenser, la motivation de l'achat et nous laisse le soin de choisir les fleurs. De plus, our les fleuristes qui font partie d'une chaîne de transmission florale les ventes s'internationalisent. Je reçois personnellement chaque jour des commandes de l'étranger ; aussi bien du Japon que des U.S.A. et l'on peut dire



LE LANGAGE DES FLEURS

Aujourd'hui on peut affirmer que tout le monde achète des fleurs : le jeune se contente

souvent d'une belle rose, la personne âgée d'un petit bouquet ou d'une plante fleurie qui dure

GRAINES D'ÉLITE CLAUSE

52-54, rue de Paris, LILLE - Tél. 57.37.91

SPÉCIALISTE DU JARDIN

LE COIN DU JARDINIER

En novembre, il faut prévoir la plantation des plantes vivaces.

C'est la meilleure époque pour planter les rosiers, le terrain est bien ameubli, ne pas enterrer de fumier frais en plantant des rosiers car il provoque la maladie du blanc des racines qui leur est funeste.

Protéger les rosiers contre les fortes gelées qui pourraient les endommager.

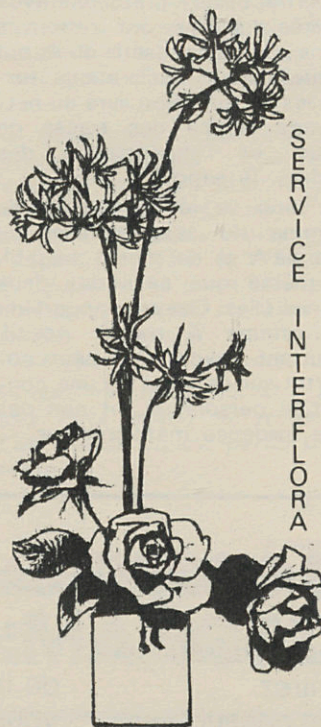
Planter, si la température le permet les espèces à feuillage persistants. Élaguer les grands arbres.

Labourer les massifs d'arbustes.

C'est également la meilleure époque pour planter les arbres fruitiers en terrain sain mais la plantation peut se continuer jusqu'en mars en dehors des périodes de gel.

Si vos géraniums sont encore sur vos balcons, n'oubliez pas de les rentrer, en local très clair avec une température maximum de 12° et minimum de 4°. Les arroser au minimum juste pour empêcher le flétrissement.

Si vous n'avez pas fait vos boutures à la fin de l'été (15 août-20 septembre) vous pourrez les faire en mars.



FLORA

30, rue du Sec-Arembault
LILLE - Tél. 57.25.88



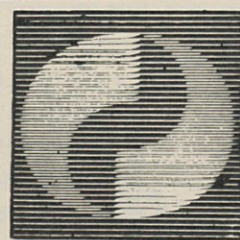
PAR : *INTERFLORA* vous pouvez transmettre
DES FLEURS DANS LE MONDE ENTIER

Le MESSAGEUR

INTERFLORA représente votre garantie
vous le verrez sur la vitrine des fleuristes
adhérents à notre service

Faites confiance au messageur *INTERFLORA*

Le messageur *INTERFLORA* va vite
il va loin



Attention, nouvelle adresse !

SULZER

Chauffage et Climatisation
Sprinklers

LILLE : 72, rue Gutenberg - Tél. 56.76.12 (5 lignes groupées)

Valenciennes : (20) 46.11.40 - Amiens : (22) 92.37.37

CHAUFFAGE - CLIMATISATION - VENTILATION INDUSTRIELLE
SALLE ORDINATEURS - CLIMATISATION DES SALLES TEXTILES

LA P.J. DE LILLE ENQUETE...



Claeyson :
il n'avoua jamais.

LE plus singulier, dans le double crime du bois de Phalempin, n'est pas la rapidité avec laquelle fut découvert l'assassin, mais l'énergie avec laquelle il persista à se défendre alors qu'un faisceau de preuves sans équivoque l'acculait aux aveux. Ces aveux, il ne les fit jamais.

Jusqu'à la dernière minute du procès il nia, contre des évidences flagrantes. Et en cette dernière minute, celle du verdict, où il apprit qu'il sauvait sa tête, le sourire de triomphe qu'il dédia à l'auditoire des Assises de Douai donnait à entendre qu'il avait, en fin de compte, réussi à duper l'appareil de la justice.

Le double crime du bois de Phalempin

La tâche de la Police judiciaire de Lille commence à l'instant où tout semble terminé, à l'instant où le coupable se trouve sous les verrous au terme d'une enquête menée tambour battant par la gendarmerie.

Le dimanche 24 janvier 1971, un promeneur découvre, dans une partie retirée du bois de Phalempin, le cadavre d'une jeune fille. Non loin de là, une autre jeune fille, grièvement blessée, a été laissée pour morte, mais elle respire encore. Elle a seize ans. Elle s'appelle Marie-Laure Vaillant. C'est sa sœur aînée, Françoise, vingt ans, qui gît à 120 mètres de là : elle a succombé à ses blessures depuis quarante-huit heures.

Pendant ces deux jours, leurs parents n'ont cessé de lancer des messages de recherches ; le père est le gérant du foyer du Centre de formation professionnelle de Liévin, mais il ignore encore que c'est dans ce foyer, presque sous ses yeux, que le drame a trouvé son origine. Les jeunes filles y venaient de temps à autre, et c'est là qu'elles avaient rencontré un chauffeur-livreur, Jean-Pierre Claeyson. Il paraissait bien élevé, serviable. Elles n'hésitèrent pas quand il proposa de leur faire visiter dans la banlieue de Lille l'usine dont il livrait les produits.

Une arrestation presque trop facile

Ces détails sont connus lorsque

les gendarmes commencent leurs recherches : Claeyson, 29 ans, père de deux enfants, et remarié depuis trois mois, a déjà eu maille à partir avec la justice : il a été condamné pour plusieurs cambriolages.

Le dimanche soir, quelques heures après la découverte du double crime, les gendarmes l'interpellent en qualité de « témoin », délicat euphémisme qui permet à peine de dissimuler la conviction des enquêteurs. Ils savent déjà qu'ils viennent de mettre la main — presque trop facilement — sur le coupable. Le fait que Claeyson se refuse à toute déclaration leur paraît une réaction normale de coupable confondu, résigné, mais livrant pour la gloire le dernier combat.

Or, ce combat durera pendant les vingt-quatre heures de la garde à vue, à la surprise générale. Et cette surprise ne fait que commencer. Dès ce premier jour, Claeyson s'est engagé dans une résistance qui ne fléchira plus. Il contestera — au risque de se contredire —, chacun des détails qui peuvent le perdre, avec l'énergie qui n'a d'égale que son apparente conviction.

Des preuves accablantes

Dès lors, la Justice change de tactique : l'objectif n'est plus de suivre la routine des enquêtes,

mais de précéder l'inculpé dans les méandres de son système de défense simpliste, et c'est la Police judiciaire de Lille qui est chargée de cette tâche, sous la direction du commissaire Jousset. Tous les témoignages sont passés au crible ; aucun indice n'est négligé ; les experts reprennent le moindre détail pour le vérifier.

La déposition de Marie-Laure Vaillant, qui a survécu au drame, et qui reconnaît en Claeyson son agresseur, devrait suffire à le confondre. Il a, en outre, laissé sur les lieux du double crime un indice de poids, aux deux sens du terme : cette barre de fer qu'il avait chargée le matin même du vendredi 22 janvier dans le coffre de sa voiture. Les policiers lillois ont obtenu sur ce point un témoignage irréfutable.

Ils sont allés, en outre, rechercher les vêtements que Claeyson portait le jour du meurtre, et qu'il prétendait avoir égarés : ils les ont retrouvés dans une blanchisserie où ils ont recueilli deux déclarations formelles : le pantalon livré au nettoyage portait des traces de boue, et l'imperméable des taches de sang.

Le sang se révèle à l'analyse comme du sang humain de groupe A et de rhésus négatif, le même que celui des deux jeunes filles. Claeyson appartient au groupe A rhésus positif. Pourtant l'expert ne peut apporter sur ce point qu'une conviction personnelle, et non pas une évidence mathématique.

Un alibi inconsistant

D'autres présomptions jouent contre Claeyson, plus nombreuses et plus accablantes à mesure que la Police judiciaire poursuit ses investigations : pourquoi a-t-il fait nettoyer sa voiture à deux reprises en l'espace de 24 heures, avant et après le meurtre ? Pourquoi a-t-il demandé, le vendredi matin, qu'on scie pour lui un manche de bêche ? Pourquoi ment-il sur son emploi du temps dans l'après-midi où se déroulait le meurtre ?

Les policiers lillois ont pu établir qu'un « trou » de trois heures subsiste dans ses déclarations, et que son alibi ne résiste pas à l'épreuve. En outre, ils accumulent les témoignages quant à la présence de Claeyson trois jours de suite, et sans justification professionnelle, au centre de F.P.A. de Liévin où il venait attendre les jeunes filles pour les emmener vers Lille.

Ainsi, pendant des mois, sachant pertinemment que l'inculpé contesterait le moindre des éléments acquis, ainsi constituèrent-ils un dossier irréfutable. Il était difficile de céder à la tentation de la pitié : deux jeunes filles heureuses et irréprochables avaient payé au plus haut prix la confiance que leur avait inspirée l'assassin : celle qui n'y avait pas laissé la vie demeurait traumatisée pour toujours après avoir échappé par miracle à la mort.

M^e Floriot, un atout majeur

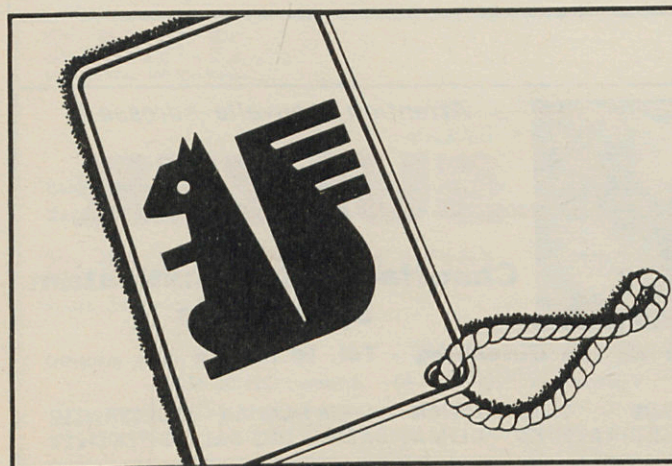
C'est dans ce climat de réprobation unanime et formelle que s'ouvre, quelque deux ans plus tard, le procès de Claeyson. On ne manquera pas d'y évoquer ses antécédents : escroqueries, cambriolages et — élément troublant —, deux implications dans des tentatives de viol.

Le verdict semble ne faire aucun doute pour les augures, et cependant...

Cependant Claeyson a pour lui un atout majeur : M^e Floriot. Sans la certitude que le maître du Barreau parviendrait à semer le doute dans l'esprit des jurés, l'inculpé ne se fût peut-être pas cantonné dans son système de défense initial, rudimentaire, mais imperturbable. Tandis qu'il persiste à nier les évidences, son avocat fait feu de tout bois : il tire argument des rares incertitudes du dossier, s'arrête aux éléments qui peuvent présenter une équivoque, néglige les autres, qui sont accablants, et l'incroyable se produit : Claeyson sauve sa tête.

Une tête sereinement souriante, qui étale sa suffisance et son cynisme. Condamné à la réclusion criminelle à perpétuité, Claeyson n'en donne pas moins l'impression qu'il sort en vainqueur d'un défi.

Philippe RENAUD



Pour l'épargne aussi il existe un label.

Là où est l'écureuil, là vous rencontrez les véritables conseillers d'épargne.

Ils vous proposeront des solutions "sur mesure", adaptées à votre cas particulier.

Avec les conseillers de la caisse d'épargne, vous bénéficiez toujours de conseils sûrs : l'épargne, c'est leur métier, et là comme pour tout, il vaut mieux faire confiance aux professionnels.

Et les professionnels de la caisse d'épargne sont à votre disposition même le samedi.

**LA CAISSE D'EPARGNE
DE LILLE. Entrez.
Là où est l'écureuil.**

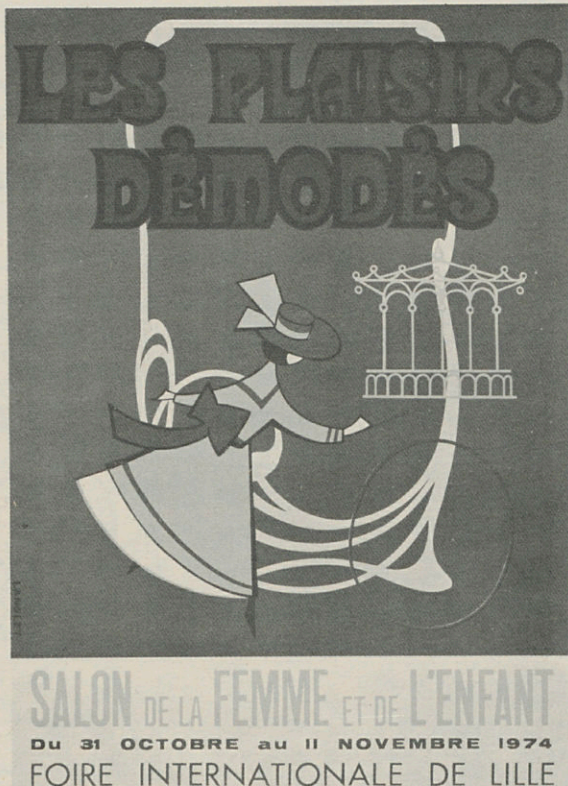
Au Salon des arts ménagers et de la famille

PLAISIRS DÉMODÉS ET NOUVEAUTÉS MÉNAGÈRES

A l'intention des mères de famille du Nord, le Salon de la femme et de l'enfance présente une grande exposition « des plaisirs démodés ». Cette romantique évocation des jeux et passe-temps d'autrefois devrait connaître un grand succès en cette période où la mode rétro fait fureur... Ce retour sur le passé n'empêchera pas les visiteurs de s'intéresser aux problèmes éducatifs actuels, puisque chaque jour des conférences-débats seront organisées sur le thème de « La communication entre jeunes et adultes ». Parmi les questions abordées, citons : la formation continue, le planning familial, la vie de bureau, les jeunes et l'église, la majorité à 18 ans, les loisirs, etc.

Bien entendu, outre ces nourritures intellectuelles, le Salon offre un vaste choix de produits alimentaires, d'équipements ménagers qui vont de l'ameublement au mode de chauffage.

Nul doute que cette année encore, nombreux seront les Lillois qui se rendront à la Foire commerciale du 31 octobre au 11 novembre.



Une affiche de bon goût, à la mode... rétro.



NON, LE BARRAGE DIT « DE LA CANCHE » NE PEUT PAS APPORTER D'EAU A LILLE

Les Amis du Fort d'Ambleteuse (6, boulevard de la Liberté) nous écrivent :

« L'article paru en page 7 du Métro du jeudi 27 juin 74 présente, d'une part, les Amis du Fort d'Ambleteuse comme des adversaires formels du projet dit « barrage de la Canche », ce qui est vrai, et il présente, d'autre part, la construction de ce barrage et la création d'une retenue d'eau en baie de Canche comme étant absolument nécessaire pour assurer le ravitaillement en eau de la ville de Lille, au point que l'eau devrait être contingentée dans trois ans si cet ouvrage n'était pas construit dès maintenant.

Cette affirmation induit le public à penser que notre association est opposée, pour des préoccupations « écologiques, économiques et touristiques » dont l'article ne précise pas la nature ni l'importance, à l'alimentation en eau des

populations de la région lilloise, et pourrait admettre le retour au rationnement « des premiers temps de l'occupation allemande ». Il est certain qu'il faudra, plus vite encore qu'on ne croit, prendre des dispositions contre le gaspillage et la surpollution mais les A.F.A. ne peuvent pas accepter sans réagir le procès d'intention qui leur est fait ».

Nous n'avons jamais fait un procès d'intention aux A.F.A. nous avons simplement mentionné qu'ils étaient opposés à la construction du barrage — ce qu'ils reconnaissent d'ailleurs — et c'est bien volontiers que nous publions les conclusions de la très longue lettre qu'ils nous ont adressée, conclusions que nous ne partageons pas d'ailleurs.

jeudi 7 novembre, à 20 h
2, rue Watteau à Lille
« LE CADRE DE VIE »
une conférence de M. VIVIER

« Pour Lille, une seule chose compte : c'est l'adduction d'eau, donc le pompage à Hesdin. Il restera toujours assez d'eau pour la consommation urbaine de Montreuil, mais le problème véritable pour le pays de Montreuil est celui de l'agriculture qui sera perturbée. Si les cultivateurs voulaient bien donner leur eau, et si les Pêcheries d'Étapes n'étaient pas perdantes dans l'opération, nous ne serions pas contre. Mais nous avons le devoir de dire que le barrage du Touquet est complètement inutile pour l'opération de transfert d'eau. Il a seulement été conçu comme une sorte de compensation aux nuisances qui pouvaient résulter de ce transfert, et à une époque où la seule nuisance qui était apparue aux techniciens

était le risque d'aggravation de l'ensablement du port d'Étapes.

Dédommagement véritable ? Sûrement pas. C'est en réalité une aventure technique et une aventure financière : n'oublions pas que les travaux doivent durer au moins quatre ans. C'est aussi un ouvrage de prestige, mais nous prévoyons que le prestige de certains hommes politiques va s'y effondrer, et ce serait dommage. C'est surtout une nuisance écologique grave qui va s'ajouter à celle du pompage. »

VOTER A 18 ANS

A propos de la dernière rubrique « Ensemble » avec Pierre Mauroy, un lecteur nous écrit : « Voter est un DROIT, c'est aussi un DEVOIR civique ». Ce slogan inscrit en exergue sur nos cartes d'électeurs rappelle que la démocratie politique dans laquelle nous vivons ne constitue pas un droit acquis naturellement et éternellement ; elle exige d'être exercée, notamment par le droit de vote.

Il n'est pas inutile de s'en souvenir à l'heure où les listes électorales sont ouvertes à l'inscription des nouveaux électeurs.

La démocratie n'est pas un bienfait octroyé. Elle fut conquise de haute lutte par les travailleurs de notre pays. De même, le suffrage universel est-il récent au regard de l'Histoire et précaire s'il n'est pas défendu contre les menaces du pouvoir personnel et l'envahissement de la technocratie.

Aujourd'hui la démocratie est plus forte quand la jeunesse d'un peuple en est partie prenante.

S.B.

Plafonds abîmés : **fiche** **comment les masquer ?** **bricolage**

Dans le commerce, un grand choix de dalles, de panneaux, de plaques, en différents matériaux permettent de réaliser soi-même des faux plafonds, quand le plafond lui-même est abîmé.

LES DIFFÉRENTES MÉTHODES

La pose dépend du matériau et du talent du bricoleur.

● **La pose collée** : les dalles sont collées directement au plafond. C'est non seulement facile à faire, mais de plus possible avec tous les matériaux, sauf le bois et le métal.

Attention, les colles au néoprène adhèrent tout de suite : aussi découper un morceau de papier Kraft, un peu plus grand que la dalle. Déposer la dalle, côté encollé sur le papier et ajuster la au plafond. Retirer ensuite le papier en le faisant glisser.

● **La pose sur tasseaux de bois**. Un peu plus délicat. Les tasseaux sont collés ou cloués. Les dalles sont collées sur les tasseaux.

● **La pose sur armature métallique**. Pour bricoleur habile. La seule possible pour faux plafond de métal. Selon le matériau, les rails sont fixés directement au plafond ou suspendus à des tiges verticales (qui ménagent un large espace entre le plafond et le sous-plafond et permettent d'abaisser un plafond trop haut. Les dalles sont ensuite glissées sur les rails.

MATÉRIAUX ET PRIX DE REVIENT

● **Fibre de bois ou végétales**. Isolantes, aspect varié, peuvent être peintes. Existente carrées ou rectangulaires. Se collent directement ou sur tasseaux. Pour une dimension 30 x 30, épaisseur 12 mm, et pour une dalle perforée ou lisse : environ : 20 F le m², si la pose est collée ou agrafée ; environ : 5 F de plus si la pose est sur ossature métallique.

● **Dalles à décor élaboré** (fibres végétales ou de bois). Pour une dimension 30 x 30, environ 31 F ou 32 F.

● **Fibres minérales**. Incombustibles. Destinées surtout à des lieux publics. Se posent sur ossature métallique apparente ou non. Pour une dimension de 30 x 30, environ : 35 à 40 F le m².

● **Dalles d'aluminium ou d'acier poli** : très cher. Se posent sur rail. Environ 400 F le m².

● **Dalles d'Isorel dur**. Laqué blanc lavable. Existente en 120 x 28 et 38 x 38, pour une épaisseur de 6 mm. Environ : 37 F le m².



**ISOLATION =
ÉCONOMIE**

Les Ets ALEXANDRE
ENTREPRISE SPÉCIALISÉE 5 ÉTOILES

- mettent à votre disposition bureau d'études et personnel qualifié
- vous garantissent ISOLATION THERMIQUE SOignée et EFFICACE pour combles, planchers, plafonds, murs, châssis, portes.
- vous proposent leur menuiserie plastique LUCOBAY agréée CSTB garantissant une étanchéité et une isolation parfaites et éprouvées

110 bis, rue du Général-Dame
HAUBOURDIN - Tél. 50.40.52 et 50.41.31

nouveautés pour dames

FACE A L'OPÉRA

Manon

des femmes de métier...
au service des femmes de goût

le métro

Directeur gérant : Michel LECORNET.
Directeur de la rédaction : Pierre MAUROY.
Rédacteur en chef : Monique BOUCHEZ.
Conseiller : Denys HUGUENIN.
Secrétaire de rédaction : Yves DEJAR.
Rédaction : Claude BOGAERT, Pierre DEMARC,
Pierre DOBOURG, Amélie DUTILLEUL, Pierre
GILDA, Elsa LEKID, Daniel MITRANI, Philippe
RENAUD, Michel SORBIER, Pierre SUBARD.
Photos : Christian VALEMBERG.
Dessins : GREB, PATOU.

ADMINISTRATION
Publicité : Paule BAUR.
Publicité nationale : Régie Publicitaire, 2, rue du
Cygne, 75001 Paris, Tél. 508.45.00 -
231.08.09.
Relations extérieures : Maurice CHANAL.
Gestion : Jean CAILLIAU, Raymond VAILLANT,
Michel WIART.

S.A.R.L. Métropole-Lille,
209, place Vanhœnacker, 59 Lille.

Publicité générale : 209, place Vanhœnacker,
59 Lille, Tél. 54.98.32 +

Abonnements : 11 numéros, 20 F ;
le métro, 209, place Vanhœnacker, 59 Lille.

Photocomposition, mise en page :
nord compo
59139 Wattignies, Tél. 59.90.37.
Photogravure : fotoméca
59139 Wattignies, Tél. 59.93.13.
Impression : I.P.F. de Léonard daniel
59120 Loos, Tél. 57.63.93.

Directeur de la publication : Michel LECORNET

Dépôt légal : quatrième trimestre 1974

ne faites plus la vaisselle: **MANGEZ**

au

passage
ARIEL
rue de
BETHUNE

ONE TWO

17,
rue des
FOSSÉS



studio malasy

ensemble...

avec
Pierre MAUROY

Le grand rendez-vous des assises

DEPUIS bien des années, les socialistes, quels qu'ils soient et où qu'ils soient, ont entrepris une longue marche. La campagne présidentielle de François Mitterrand les a réunis et ils sont prêts aujourd'hui à franchir une nouvelle étape : une étape qui sera décisive.

Les assises du socialisme qui se sont déroulées à Paris, les 12 et 13 octobre dernier en témoignent.

UNE PRISE EN CHARGE DE LA DIGNITÉ DE L'HOMME

Ainsi, pour répondre à l'interrogation des masses de ce pays qui savent que la société du profit et du gaspillage est condamnée, *notre responsabilité commune est de proposer aux travailleurs la prise en charge par eux-mêmes de leur vie quotidienne et de leur avenir, en un mot de leur dignité.*

Demain, sera au premier plan, la revendication du contrôle par les salariés, qui est le premier pas vers l'autogestion. Jamais, dans cette perspective, nous ne devons décoller du réel. Et c'est justement parce que nous avons notre projet de société, que *nous devons rester à l'écoute des travailleurs et de leurs préoccupations concrètes et immédiates.*

Les militants du P.S.U. n'ont pas toujours partagé nos analyses mais jamais leurs critiques parfois vives, ne les ont éloignés du combat de la gauche. Leur soutien immédiat à la candidature de François Mitterrand, leur participation militante sans

réserve à la campagne, nous a permis aux uns et aux autres de surmonter les agacements nés de confrontations quelquefois rudes.

La préparation de ces assises, la réflexion en commun, qui a abouti avec les forces de cette troisième composante, au projet de société, ont montré l'ampleur des convergences enrichies de nos expériences respectives.

Si nous avons participé, les uns et les autres en compétition, à la reconnaissance de terres nouvelles, nos recherches et nos conquêtes demain communes profiteront à toute la gauche.

UN SIÈCLE DE SOCIALISME

Ces assises sont situées à la convergence :

- d'une tradition socialiste née de la première révolution industrielle, riche de tous ses apports et de toutes ses controverses,
- d'un combat contre les formes d'aliénation nouvelles qui étendent le champ de la libération nécessaire,
- et d'une pratique militante qui conduit vers le développement d'expériences autogestionnaires dans les entreprises et dans la cité.

Nous assumons avec leurs ombres et leurs lumières, les grands combats du passé : ceux des Canuts de Lyon et ceux de la commune de Paris, ceux des Chrétiens qui voulurent, au « sillon », ou dans l'engagement syndicaliste, être avec les travailleurs, ceux de la

S.F.I.O. avec Jean Jaurès, démontrant la profonde identité entre socialisme et humanisme, puis avec Léon Blum, conduisant le gouvernement de Front Populaire en 1936 et prenant en quelques semaines les premières grandes initiatives sociales qui commencèrent à changer la vie.

En siècle lourd d'histoire, le socialisme qui est, par définition, démocratique et qui se veut la forme la plus accomplie de la démocratie a cherché à améliorer le sort des travailleurs. Il l'a fait au milieu des difficultés suscitées par le capitalisme, et en travaillant, dans le même temps, à préparer une société nouvelle fondée sur la justice.

UNE SOCIÉTÉ DE GASPILLAGE ET D'INJUSTICE

Les assises du socialisme se tiennent au moment où les tenants du capital libéral avouent leur impuissance, face à une crise profonde de leur société de gaspillage et d'injustice. *Quelle occasion d'opposer aux molles hésitations d'un pouvoir réactionnaire, aux fautes et insuffisances d'une majorité qui n'a de « nouvelle » que la théâtrale apparence, l'analyse, la volonté, la détermination du mouvement socialiste !* L'opinion publique sera juge : nul doute que le succès de ces assises renforcera sa conviction que la gauche est maintenant apte à gouverner la France.

Au-delà de la France, les idées développées, concernent notre combat en tant qu'Européens. L'Europe se fera et sera celle des travailleurs et le projet de société qui s'ensuivra sera un projet de libération pour une Europe qui connaît une évolution accélérée.

En dépit des grands problèmes intérieurs des U.S.A., l'Europe (et aussi le Japon) *subit une offensive américaine qui vise à l'hégémonie totale sur la partie la plus industrialisée du globe.* La manœuvre d'enveloppement de grand style est facilitée par le réseau des grandes sociétés multinationales à prépondérance américaine, mais aussi parce que l'on appelle — improprement d'ailleurs — la crise de l'énergie.

Le temps est déjà loin où de Gaulle menaçait le dollar. En quelques mois, les États-Unis ont repris leur suprématie sur le plan monétaire, ont porté de rudes coups au Marché commun. Les pays d'Europe, ballotés passent de l'expansion à la stagnation ou à la récession.

La longue marche des socialistes s'ouvre désormais sur une étape décisive.

Tous les socialistes sont désormais porteurs d'une même perspective et d'une même stratégie. Nous devons préparer la suite dans le respect de l'apport de chacun, afin de nous donner un instrument politique qui soit à la mesure du socialisme.

Nous devons préparer l'avenir de la France en référence permanente à l'union de la Gauche, dans laquelle nous sommes loyalement et pleinement engagés. Tout renforcement de l'un des éléments de la gauche concourt aux progrès de tous. Notre tâche, à nous, qui nous sommes réunis en ces assises, c'est d'en renforcer l'élément socialiste, c'est de poursuivre la construction du Parti des Socialistes. *Le devoir, la logique et l'espoir tout à la fois nous y appellent.*

EN NOVEMBRE
ET DÉCEMBRE

PRIX EXCEPTIONNELS AU

CONFORT LOISIRS



792, avenue de Dunkerque à LOMME
Parking gratuit - Cafétéria

Sur salons, tables de salon
tapis, télé-bars
et téléviseurs couleurs
et noir et blanc

LIVRAISON A DOMICILE
OU VENTE AVEC PRIX « A EMPORTER »

SERVICE APRÈS-VENTE

SUPAE

groupe sae

bâtiment et travaux publics
maisons individuelles
constructions scolaires industrialisées

Direction régionale :

124, rue Jacquemars-Giélée, 59 LILLE - Tél. 54.73.85

feu vif
air pur

dans
votre
convecteur

anthracine 20

le combustible idéal
pour utiliser au mieux
les appareils modernes
de chauffage au charbon

HN/517
RE



nordcontrol
des eaux

Détection fuite de gaz - Compteur d'eau
Entretien de robinetterie - Répartiteur de chaleur
52 000 logements sous contrat
113, rue de l'Égalité, 59160 LOMME-LEZ-LILLE
Tél. 57.65.89 - 54.97.32



EAU ET
ASSAINISSEMENT

Société anonyme au capital de 49 900 000 F

Centre régional Nord-Picardie :
193, rue Victor-Hugo, 59160 LOMME - Tél. 57.54.86

MATÉRIEL ÉLECTROMÉCANIQUE « FANAL »
TUBES FLUORESCENTS « CADILLAC »
SIGNALISATION LUMINEUSE « SOLIPLAST »

Agent dépositaire exclusif :

Ets J. LEPEERS-MEURISSE

57, rue du Progrès, 59390 LYS-LEZ-LANNOY
B.P. 4 - Tél. 75.27.12
Communauté urbaine de Lille

nord 100, rue Nationale
54.70.82 LILLE
57.37.06 lumière